

Les Migrations temporaires dans les Campagnes françaises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Charles-Francis CAILLARD

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Assesseurs : { M. GIDE, professeur.
 { M. HITIER, professeur.*

PARIS

ÉDITION DU TEMPS PRÉSENT

76, RUE DE RENNES, 76

—
1912
—

Les Migrations temporaires
dans les
Campagnes françaises

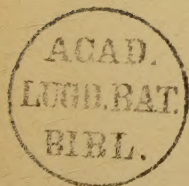
Les Migrations temporaires dans les Campagnes françaises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Charles-Francis CAILLARD



Président : M. SOUCHON, professeur.

*Assesseurs : { M. GIDE, professeur.
 { M. HITIER, professeur.*

PARIS

ÉDITION DU TEMPS PRÉSENT

76, RUE DE RENNES, 76

1912

A mon Père

et à ma Mère

en témoignage de toute mon affection

C.-FR. C.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREMIÈRE PARTIE

Le phénomène des migrations Origines — Causes — Modes

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La désertion de nos campagnes est malheureusement devenue, depuis quelques années surtout, un fait de constatation banale. On y a consacré des études dans les livres, les revues et les thèses ; la *Société d'économie sociale* a réuni un congrès en 1909, pour en examiner les causes et les remèdes ; et la *Société des Agriculteurs de France*, d'accord avec le *Musée Social*, en a réuni un autre à Dijon en février 1914 pour étudier le même sujet. Ici et là on a comparé les statistiques. Les journaux eux-mêmes péri-

diquement poussent des cris d'alarme. Et il n'est plus besoin du cri des journaux ni de la statistique, des savants, — si peu que l'on séjourne chaque année dans quelque campagne française en s'intéressant à sa vie économique, — pour constater les progrès du phénomène.

Les statistiques du dernier recensement ne le cèdent d'ailleurs en rien, en indications pessimistes, aux statistiques précédentes, dont s'étaient servis les membres du Congrès auquel j'ai fait allusion : elles ne sont pas pour laisser espérer une diminution dans cette crise de l'abandon des campagnes, qui entraîne — entre autres conséquences — une crise, déjà grave dans certaines régions comme la Côte-d'Or, de la main d'œuvre agricole.

Les recensements de 1906 (1) et 1911 (2) comparés donnent les résultats suivants :

Le nombre des villes de 30.000 âmes et au-dessus augmente d'une façon continue. Bien mieux, entre 1906 et 1911 *la proportion même de cette augmentation*, qui avait subi un léger fléchissement entre 1901 et 1906, s'est encore accélérée. Cette augmentation qui avait été de 458.376 personnes en 1901 et qui n'avait été que de 226.731 en 1906, est de 475.442 en 1911.

(1) *Journal officiel* de la République Française, n° du 6 janvier 1907.

(2) *Journal officiel*, n° du 10 janvier 1912.

Sans doute certaines villes contribuent pour une part considérable, par leur propre accroissement indigène, à l'accroissement constaté pour un département tout entier ; mais le plus souvent c'est le département qui donne à la grande ville son accroissement, et, dans certains départements même, où la population est en décroissance, les centres urbains au contraire sont en progression : certains exemples, comme celui de l'Ille-et-Vilaine perdant 3.707 habitants quand Rennes en gagne 3.732, comme celui de la Sarthe perdant 2.100 habitants quand Le Mans en gagne 3.894, ou encore comme celui de la Haute-Vienne perdant 996 habitants quand Limoges en gagne 3.584, sont particulièrement instructifs.

Je ne voudrais pas m'étendre sur cette constatation indiscutable de la désertion rurale, — qui doit servir seulement de point de départ à notre étude, comme il est la principale cause du phénomène à étudier, — mais je ne puis pas ne pas citer ces deux exposés comparatifs de 1906 et 1911. Il y a sujet à une triste ironie, lorsqu'on lit parallèlement ces deux rédactions identiques, dans lesquelles on n'a qu'à changer les chiffres, parce que les phénomènes sont inexorablement les mêmes.

En 1906 :

Le nombre des communes dont la population ne dépasse pas 500 habitants est de 18.714, soit un peu plus de la moitié du nombre total.

En y ajoutant les 14.781 communes dont la population est de 501 à 2.000 habitants, on arrive à un chiffre de 33.495, soit plus de onze douzièmes des communes de France. Ces proportions existaient déjà lors des recensements antérieurs, mais en comparant les résultats du recensement de 1906 à ceux de 1911, on constate ici encore une fois la diminution de la population rurale au profit de la population urbaine. Ainsi le nombre des très petites communes, celles ayant moins de 400 habitants, qui est de 15.360, comporte une augmentation de 373 communes de 1901 à 1906, et cette augmentation porte sur toutes les catégories indiquées dans cette limite du tableau ci-dessus. Par contre on constate une diminution, également constante pour toutes les catégories, du nombre des communes de 401 à 2.500 habitants, qui est tombé de 19.230 à 18.878, soit une différence en moins de 352 communes. Or, comme le total des communes ne s'est accru que de 30 unités entre les deux dénombrements, l'augmentation du nombre des

En 1911 :

Le nombre des communes dont la population ne dépasse pas 500 habitants est de 19.270, soit un peu plus de la moitié du nombre total.

En y ajoutant les 14.250 communes dont la population est de 501 à 2.000 habitants, on arrive à un chiffre de 33.520, soit plus de onze douzièmes des communes de France. Ces proportions existaient déjà lors des recensements antérieurs, mais en comparant les résultats du recensement de 1911 à ceux de 1906, on constate ici encore une fois la diminution de la population rurale au profit de la population urbaine. Ainsi le nombre des très petites communes, celles ayant moins de 400 habitants, qui est de 16.028, comporte une augmentation de 668 communes de 1906 à 1911, et cette augmentation porte sur toutes les catégories indiquées dans cette limite du tableau ci-dessus. Par contre, on constate une diminution, également constante pour toutes les catégories, du nombre des communes de 401 à 2.500 habitants, qui est tombé de 18.878 à 18.211, soit une différence en moins de 667 communes. Or, comme le total des communes ne s'est accru que de 20 unités entre les deux dénombrements, l'augmentation du nombre des très peti-

très petites communes, celles de moins de 400 habitants, provient exclusivement de la diminution de leur population, c'est à la même cause qu'il convient d'attribuer la diminution des communes de 401 à 2500 habitants, qui rentrent encore dans la catégorie des communes rurales et que la décroissance de leur population a fait passer dans une catégorie inférieure.

tes communes, celles de moins de 400 habitants, provient exclusivement de la diminution de leur population, c'est à la même cause qu'il convient d'attribuer la diminution des communes de 401 à 2500 habitants, qui rentrent encore dans la catégorie des communes rurales et que la décroissance de leur population a fait passer dans une catégorie inférieure.

Le nombre des communes de 2.501 à 4.000 habitants, qui, en 1906, était déjà descendu de 1094 à 1.072, s'est abaissé en 1911 à 1.057.

A partir de 4.001 habitants, on se trouve en présence d'augmentations : de 881 communes en 1901 et 912 en 1906, ces catégories montent, en 1911, à 945.

Ainsi il n'y a pas de doute, le phénomène de la dépopulation rurale ne s'est même pas ralenti, et, fatalement, ses conséquences grandissent avec lui. Il en est ainsi de celle dont nous voulons nous occuper ici, je veux dire la nécessité des migrations temporaires interrurales, déversant, surtout à certaines saisons, dans les contrées qui manquent de bras, le trop-plein des travailleurs inemployés d'autres contrées, soit voisines et françaises, soit même et surtout étrangères, et parfois de pays déjà très éloignés : par exemple les Wallons allant jusqu'en Normandie

et surtout les Polonais allant jusqu'en Ile-de-France.

Le schéma des phénomènes étant ainsi indiqué, nous devons en examiner d'abord les origines et les précédents, puis les causes actuelles, et enfin les modes caractéristiques d'après lesquels nous établirons notre plan.

CHAPITRE II

LES ORIGINES

« Un des rôles classiques de la vallée en bordure du plateau, disait M. H. de Boissieu au Congrès de 1909, c'est de fournir l'intérieur d'ouvriers agricoles temporaires, particulièrement de moissonneurs. Les pentes ayant été défrichées les premières (1), la population, dense sur les déclivités,

(1) Ce n'est peut-être pas parce que les pentes ont été défrichées les premières que la population y fut plus dense : c'est plus probablement pour la même raison observée par l'archéologie et qui faisait construire les premières voies à mi-côte, à savoir que le large plateau couvert de forêts et trop sec — pas plus que la vallée marécageuse et trop souvent inondée — n'était sûr pour habiter aussi bien que pour chevaucher. On défricha la vallée et le plateau ; mais les échanges commerciaux se faisant aux relais des voies de communication, c'est là aussi que se construisirent les demeures, c'est là que naquirent les premiers essais de transformations et d'industries ; et le phénomène des migrations — à son minimum, bien entendu, et tel que nous verrons plus loin qu'il semble revenu à son point de départ pour le petit propriétaire alternativement cultivateur et ouvrier — le phénomène des migrations, dis-je, représenté par l'ouvrier ou le commerçant de l'agglomération allant périodiquement défricher ou moissonner la vallée ou le plateau, naquit avec les premiers battements de la plus petite vie économique.

est plus clairsemée sur les plateaux. A certaines époques, dans la vallée, le travail manque aux bras. Entre les deux pays s'établit un courant compensateur favorable à la santé sociale de l'un ou de l'autre (1). »

Il faudrait plutôt dire, pour être exact, que, lorsque le travail manque aux bras sur les pentes, il manque de bras sur le plateau qui est au dessus ou — tout aussi souvent, — dans la vallée qui est en dessous.

Il est évident à première vue que, sous cette forme — manque de main-d'œuvre suivant les différentes régions à différentes époques, — il y aurait lieu d'imaginer un échange normal de provinces à provinces de même nation — et l'étendue d'un pays comme la France et la diversité des cultures devraient permettre d'établir un roulement à l'intérieur de ses frontières, suffisant habituellement à tout le pays et à toutes ses nécessités. Il en était ainsi à l'origine.

Déjà sous le premier Empire, de 1808 à 1811, le Ministère de l'Intérieur avait envoyé aux préfets des départements un questionnaire sur l'émigration des journaliers et ouvriers. « On aperçoit déjà, nous dit M. le Baron J. Angot des Rotours, qui exhuma ces documents pour nous les produire au Congrès de

(1) *Réforme sociale*, 1909, vol. 2, pages 333 et suivantes.

1909, on aperçoit déjà dans cette enquête nos principaux foyers d'attraction, nos foyers d'émigration, et le chassé-croisé, parfois pittoresque, de nombreuses migrations temporaires (1). »

Dès 1807 d'ailleurs, les rapports du préfet de police Dubois donnaient des détails intéressants sur les migrations temporaires d'ouvriers ruraux venant travailler à Paris : tailleurs de pierre du Calvados et de la Manche; maçons de la Creuse et de la Haute-Vienne; portefaix savoyards et picards; ramoneurs savoyards et auvergnats; raccommodeurs de souliers et cordonniers des Ardennes; sculpteurs sur bois des Vosges; raccommodeurs de faïence, marchands de peaux et brocanteurs de la Haute Auvergne; chaudronniers du Cantal.

Tous ces ouvriers étaient bien des émigrés temporaires. Certains, tels que les tailleurs de pierre et les maçons, s'en retournaient chaque hiver dans leurs pays; d'autres, tels que les ramoneurs, ne quittaient la capitale au contraire qu'à la fin de l'hiver. Les autres ne rentraient dans leurs pays que tous les deux ou trois ans, pour y placer leurs gains et économies, sans doute en achats de terre et de maisons, puis revenaient gagner encore de quoi parfaire, probablement, le pécule susceptible d'assurer

(1) *Réforme sociale*, 1909, vol. 2, pages 447 et suivantes.

à leur vieillesse un repos de propriétaire, vivant de ses revenus dans son pays natal. Sans doute déjà les attraites ou les liaisons de la grand'ville en retenaient, nous dit le rapport, un certain nombre qui se fixaient définitivement à Paris, et déjà, ainsi, ces migrations temporaires étaient des causes d'émigrations définitives.

Et les rapports des préfets des départements, de 1808 à 1811, nous montrent également les mouvements de main-d'œuvre de provinces à provinces.

Ce sont les Auvergnats du Puy-de-Dôme, scieurs de long, pionniers, terrassiers, quittant leur pays d'octobre à juin, ou maçons, de février à novembre, pour aller dans les provinces voisines et jusqu'en Suisse, Italie, Espagne et Portugal. Emigrés de pays pauvres qui ne pouvaient les nourrir, ils restaient assez attachés à leurs petites patries, pour rapporter dans leurs familles le gain de leur travail pèlerin. Un seul canton du Puy-de-Dôme fait alors exception, celui de Saint-Dié. Il n'en sort, nous dit-on, qu'une émigration temporaire, régulière chaque année, de fripons, faux mendiants, faux pèlerins déguisés et chemineaux. Le rapport du préfet les charge de la façon suivante :

« Ils revêtissent tous les déguisements et se conduisent suivant les circonstances. On les a vus, dans le gros de la Révolution, paraître sous forme d'émigrés.

grans rentrans, de colons réfugiés, de prêtres déportés et dire de *bonnes messes*... Ce qui n'est pas moins singulier que cette industrie, c'est la conduite de ces mêmes hommes dans leur domicile. Dans aucune commune les contributions ne sont aussi régulièrement payées, les terres à un plus haut prix, les propriétés plus respectées, l'ordre public plus aisément maintenu et les délits plus rares. »

A côté de cette note pittoresque du préfet du Puy-de-Dôme, les renseignements du préfet du Cantal sont des plus précieux. Tout en reconnaissant les bienfaits des migrations temporaires dans son département, parce qu'elles donnent de l'ouvrage aux bras inoccupés des zones froides et élevées, il s'effraie de son développement : le goût de l'émigration en augmentant lui semble s'être corrompu. Les émigrés temporaires d'autrefois gardaient et rapportaient leurs mœurs, leur honnêteté, leur simplicité, intactes, par quelque pays de luxe ou de corruption qu'ils fussent passés. Le préfet qui notait cela pouvait bien, il est vrai, être un vieillard, optimiste de parti-pris, comme il sied, sur le temps passé de sa jeunesse. Quoi qu'il en soit, au moment où il fait son rapport, les choses se gâtent quant à notre phénomène : il voit les gens émigrer surtout pour vivre au jour le jour à des métiers de paresseux, qui leur permettent de gagner plus que chez eux et de voir du

pays. Déjà, ici encore, la migration temporaire se change en émigration définitive : ce sont les hommes d'une petite commune des environs d'Aurillac, qui, dans une proportion élevée de 11 chefs de famille sur une population de 700 habitants, retenus par le libertinage dans les pays lointains, ne sont plus revenus !

Ici et déjà, entre donc dans les modes, dans les causes et les conséquences du phénomène l'élément « caractère de l'émigrant ». Le préfet de la Haute-Vienne explique au contraire que dans le Limousin c'est dans un but moral que l'ainé des garçons émigre. Il rapporte de ses campagnes (environ 130 fr. pour chaque) de quoi désintéresser ses puînés et éviter le partage du bien de famille. La Corrèze et la Creuse envoient de la même façon leurs maçons, charpentiers, couvreurs, payés — salaire minime même pour l'époque — 1 fr. 20 par jour et nourris. Ainsi c'est le caractère des habitants du Cantal qui, bien mauvais, fait mauvaise leur migration ; la migration temporaire, bonne pour les départements de la Haute-Vienne, de la Creuse et de la Corrèze, est cependant pour le Cantal qui les touche une cause de corruption ! Un préjugé s'y est formé contre le travail sédentaire, préjugé entretenu par le luxe et la vie commode de celui qui émigre. La migration se change en un vague colportage. Le préfet des Hautes-

Alpes se plaint de la même façon. N'y a-t-il pas jusqu'à une migration ancienne de plusieurs centaines d'instituteurs par an, que la Révolution a fait cesser, en faisant cesser les écoles, et se transformer en colportage, « qui offre plus de gain, de vanité, une conduite moins morale » et peut rapporter jusqu'à 1200 francs de bénéfice !

Toutefois, à part cette plainte de deux préfets de deux départements, où la vie et le climat plus durs faisaient peut-être un contraste trop favorable aux pays rencontrés par l'émigré, le phénomène des migrations temporaires de ce temps apparaît très net, très nombreux, très riche en utilité.

L'élevage et les pâturages sont aussi une importante source de migration temporaire, l'été, de la plaine d'Arles vers les Hautes-Alpes, la Drôme, le Var et surtout les Basses-Alpes. Inversement les habitants de ces pays, surtout des bords de l'Isère, descendent après leur ensemencement travailler dans la Drôme, dont la richesse est telle à cette époque qu'il y vient jusqu'à des ouvriers nivernais. Et tandis que les bergers et les troupeaux montent vers les pâturages au moment des moissons, les ouvriers montagnards, « par petits groupes appelés *sauques* composés d'une femme et de deux hommes », descendent moissonner dans les plaines arlésiennes. De la même façon partent de la Haute-Loire des bandes

de moissonneurs qui font, suivant l'ordre de plus en plus tardif des moissons à mesure qu'on remonte vers les climats plus froids, et en partant du Gard, l'Hérault, la Vaucluse, puis le Cantal, la Lozère, et reviennent en dernier lieu dans leur pays. De même 2.000 personnes prêtées par l'Yonne aux moissons de la Brie et de la Beauce, reviennent chez elles pour les moissons d'orge et d'avoine, puis pour les vendanges. De même dans la Gironde viennent les *métiviers* de Saintonge.

En résumé, à part le Poitou, le Berri, la vallée de la Loire, la Normandie et la Bretagne qui prêtent peu et reçoivent peu, qui en un mot *échangent peu en main-d'œuvre*, tout le reste de la France, si l'on en croit ces rapports de l'administration d'il y a un siècle, vit alors sur un échange ingénieux des ouvriers de ses différentes régions, qui fait qu'elle se suffit à elle-même.

Peu ou point d'immigrations temporaires d'étrangers : les rapports n'en signalent que deux dont l'une pour mémoire — celle des *catalans* dans la Gironde, arrêtée depuis la guerre d'Espagne —, et l'autre très peu importante, — celle de quelques Suisses et Allemands dans l'Est.

Peu de mauvaises conséquences et, excepté dans le Cantal et les Hautes-Alpes, partout d'excellents résultats.

Enfin, la France, même à cette époque, prête encore à quelques pays étrangers les terrassiers ou maçons auvergnats allant jusqu'en Espagne et en Portugal, et les émouleurs et raccommodeurs de la Meuse essaimant au commencement de l'année vers la Hollande.

Et si l'on réfléchit au phénomène ainsi organisé en son ensemble, on est fondé à penser que, non seulement il est normal, mais qu'il a dû, plus ou moins, exister toujours, depuis qu'il existe une civilisation économique dont il doit être la conséquence naturelle.

Ceci nous amène, — constatant que les choses sont changées, que la France ne se suffit plus à elle-même, qu'elle est obligée d'emprunter beaucoup à la population étrangère, — à examiner les causes actuelles, qui ont fait que l'état de choses présent est si différent de celui d'autrefois.

CHAPITRE III

LES CAUSES ACTUELLES

Et d'abord, malgré l'apparence, le phénomène a-t-il tellement changé ? Oui, si l'on se borne à regarder la France : mais ce n'est sans doute qu'une faute de point de vue.

Si l'on regarde l'ensemble de l'Europe occidentale, en faisant abstraction des frontières, le phénomène n'a pas varié. Toujours les pays les moins riches, étant en même temps les plus peuplés, donnent l'aide de leur surcroît de travailleurs aux régions qui, riches et moins peuplées, à certains moments où leur culture exige le maximum d'ouvriers, n'ont pas la réserve de bras qu'exige la nécessité. Mais il y a simplement un déplacement dans l'étendue, et peut-être aussi bien à la fois vers le minimum que vers le maximum, ou bien le phénomène réduit au minimum s'incarne tout entier dans un individu, ou un foyer, ou bien il se déploie sur de grands espaces, et,

supprimant les frontières nationales, il signifie seulement que la France, presque dans son ensemble, est devenue la région, riche et moins peuplée, qui est obligée de faire appel aux réserves d'autres pays.

Le fait est le même ; la cause est la même ; mais au lieu de se produire de département à département dans l'intérieur du même pays, il se produit de grandes régions à grandes régions, presque de pays à pays, dans l'Europe qui nous entoure : et la France est ainsi à l'Europe ce qu'était la plaine d'Arles ou la Beauce à la France de 1808.

Ou bien, pour celles de ses régions qui ne demandent rien aux autres, le phénomène s'est réduit à son minimum : l'ouvrier du village est propriétaire de terres situées à différentes distances dans la commune. Cordonnier ou maréchal ferrant ou menuisier l'hiver et en temps normal, il quitte presque complètement son métier, à certains mois d'Été, de Printemps et d'Automne, pour faire sa récolte, ou ensemençer sa terre. Il figure, — de son échoppe ou de sa forge ou de son atelier à son champ à peine distant de quelques kilomètres, — la réduction du fait par lequel le propriétaire agricole, aux moments du travail maximum, est obligé de faire appel à ceux qui ne sont pas en temps normal des ouvriers agricoles : il se trouve être, à soi-même, le migrateur temporaire minimum, qu'exige

son lopin de terre. Il a ramené le problème à n'exister plus qu'en une analyse, qui, un peu subtilement, le décompose : il revient au point de départ — ainsi les extrêmes se touchent — du temps du défrichement auquel nous faisons allusion (1) ; il se met donc, si ce n'est pour mémoire, hors de l'intérêt de notre étude.

Inversement d'ailleurs, le petit fermier qui a deux ou trois domestiques, de quoi satisfaire aux périodes les plus exigeantes de labeur, voit, l'hiver, le travail des champs manquer aux bras de ses travailleurs. Alors, ils se transforment, lui et ses domestiques, en ouvriers, s'occupent au tressage des paniers, des paillons, à la fabrication de l'huile de noix, et, d'une façon plus caractéristique encore, dans certaines régions ils empruntent à la ville voisine pour quelques mois son travail salarié : ainsi auprès de Thiers le montage des couteaux.

Mais alors, qu'arrive-t-il : de se transformer pour quelques mois en ouvrier chez soi à quitter ce chez-soi traditionnel, pour devenir d'abord l'ouvrier migrateur temporaire vers la grande ville, puis l'émigré définitif, il n'y a qu'un pas. Dans le même sens, et de la même façon, agit l'industrialisation des cultures. Les rôles sont renversés par rapport

(1) V. *supra*, note 1, pages 7 et 8.

au fait primitif. Ce n'est plus le cultivateur qui vient demander à l'ouvrier industriel — dont le travail n'a jamais une nécessité de continuité absolue — de lui donner un coup de main à l'été, à l'automne et parfois au printemps, c'est l'agriculteur inoccupé du temps des froids, qui demande à l'ouvrier industriel de lui prêter le passe-temps avantageux de son industrie pour l'hiver. Et cela est des plus dangereux pour le jeune paysan salarié.

Mais il semble que le paysan français ne veuille plus être qu'au moins petit propriétaire ou grand fermier. Il ne veut plus être petit ou moyen fermier, ou domestique. Ou bien il est propriétaire de son petit morceau de terre — et cela paraît lui suffire, — ou bien, s'il est salarié, il semble qu'aucun salaire ne lui suffise plus : il fuira vers la ville pour gagner les plus gros prix, ou bien, possédant quelque épargne et épousant une femme riche, il sera le grand entrepreneur, le fermier qui est presque un grand industriel et un grand commerçant. De là cette dépopulation des campagnes, et plus spécialement cette disette, presque complète en certaines régions, de domestiques agricoles.

Ainsi, suivant l'avis que nous émettions à notre point de départ, à ne s'en tenir qu'à la France, la cause, — non de principe mais de fait immédiat —

des immigrations temporaires semble bien être la dépopulation.

M. H. de Boissieu, dans son exposé au Congrès de 1909, cherche aux mouvements saisonniers d'autres causes que la dépopulation qui, dit-il, n'est pas la cause unique, et il ne distingue peut-être pas suffisamment entre la cause immédiate française, et la cause de principe d'un échange normal de main-d'œuvre, une fois pour toutes entendu. Il cite alors le nomadisme héréditaire — mais cela est bien vague, — l'appel des salaires élevés — mais cela est une conséquence, ou tout au moins a été une conséquence, qui en persistant a contribué à son tour aux causes — le chômage d'hiver, — mais que le chômage soit de n'importe quelle saison, il fait partie de la cause initiale de principe, — le déclin des industries rurales — mais cela encore n'est-il pas plus une conséquence qu'une cause ? — l'essor commercial et industriel de la contrée — mais cela entraîne, en retenant l'ouvrier toute l'année, de terribles émigrations définitives, et non des migrations saisonnières, — la transformation des journaliers agricoles en ouvriers d'industrie — mais cette cause, comme la précédente, entraîne plutôt les migrations définitives, qui, en augmentant la dépopulation, suscitent, exigent une immigration temporaire, au moment des récoltes, pour remplacer les émigrés.

Non : contrairement à l'avis de M. de Boissieu, les causes actuelles se réduisent bien à une seule. Comme le dit M. Bertillon dans son ouvrage sur le problème de la dépopulation (1) : « Les jeunes Français sachant bien travailler — (nous pourrions ajouter pour l'agriculture « voulant bien travailler ») ne sont pas assez nombreux pour répondre à l'appel du travail ; l'industrie et même l'agriculture sont donc forcées d'accueillir des travailleurs de l'étranger. Comme le disait un professeur allemand, ils prennent la place de nos non-nés. »

« Il est très heureux, ajoute le docteur Bertillon, qu'il en soit ainsi. Mais il vaudrait incomparablement mieux n'avoir pas à attirer ainsi chez nous l'étranger, c'est-à-dire le rival, l'ennemi, et à l'heure du danger l'espion. »

J'ai cité cela, quoique ne voulant pas empiéter sur la conclusion, parce qu'il y a pire que tout cela : c'est que, comme j'y faisais allusion plus haut, ce qui était la conséquence est venu grossir la cause, comme il arrive trop souvent.

Il y a lieu, en effet, de remarquer que les migrations temporaires ne sont qu'une partie du mouvement des émigrations définitives : et elles en sont souvent le point de départ. En sorte que, remède

(1) *Le problème de la dépopulation*, 1897, pages 316 et suivantes.

immédiat, elles ne peuvent agir que comme ce genre de remède qui, calmant l'expression active extérieure du mal, je veux dire la souffrance, loin de l'enrayer profondément, ne fait que l'aggraver ensuite : suppléant facilement à la dépopulation — qui est justement le fait de pays riches pouvant payer des salariés — elles en facilitent les progrès en évitant au pays des conséquences qui devraient être cruelles. Et l'effet se mêle à la cause pour devenir cause lui-même et augmentation de cause. Ainsi le mouvement ne marche pas petit à petit, il se précipite. Il est comme la pierre qui, lancée du haut de la montagne, à chaque bond qu'elle fait — et qui est une conséquence du bond et de l'élan précédent — additionne ce nouvel élan pour augmenter l'élan qui suit.

Dans une brochure-tract publiée en 1905 sur *l'Emigration Italienne en Europe* et sa protection par 'œuvre d'Assistance aux Italiens émigrés de Mgr Bonomelli, MM. Dosio et Vercelli ont bien vu que la cause de ces mouvements est dans la non-proportion, à une époque et en un lieu donné, des forces économiques : non-proportion qui est actuellement en France l'insuffisance de la force-travail (1).

(1) Dans ce sens, v. Bellamy-Brown : *La protection internationale des travailleurs*, page 14, ce qu'il appelle « la rupture d'équilibre entre la densité de la population et le développement écono-

La cause de principe fut donc l'irrégularité des besoins du travail agricole.

Puis, cette irrégularité entraîna des migrations temporaires, d'abord très bonnes, mais qui se gâtèrent un jour : les récriminations des rapports fournis par les préfets du Cantal et des Hautes-Alpes en 1808 et 1812 nous donnent l'indication du point où elles commencent à devenir mauvaises et par quel processus : la migration temporaire devient alors émigration définitive et se change en dépopulation. Un siècle plus tard la dépopulation, — en voie de progrès pour plusieurs autres causes aussi, — a augmenté dans des proportions effrayantes et nécessite à son tour chaque année une immigration temporaire plus effrayante encore de la main-d'œuvre étrangère en France.

La cause actuelle est donc la dépopulation.

Enfin, si l'on cherche un enseignement, il semble bien que l'on puisse dire que la migration temporaire, normale de tous temps, bonne pendant longtemps, est devenue mauvaise le jour où, après les

mique de la nation. ». C'est, dit-il, le cas de la Belgique. En d'autres circonstances la faute en sera à la mauvaise posture d'une des branches de la production et ici il nous cite l'état de l'agriculture dans l'Italie du Sud.

perturbations morales du XVIII^e siècle et les troubles politiques de la Révolution, — l'état des mœurs s'étant peu à peu dissolu, tant dans le caractère de l'émigrant, que dans celui des pays où il émigra, — l'émigré ne revint plus à son foyer, ni à sa tradition pure.

A ce tournant psychologique et déterminant du passé, nous saisissons une cause morale.

Et voilà le phénomène, de ses origines à son état actuel, tel que nous y sommes parvenus; il nous reste à en déterminer maintenant les principaux modes pour ordonner notre plan d'examen.

CHAPITRE IV

LES MODES PRINCIPAUX DE MIGRATION TEMPORAIRE

L'analyse des origines et des causes nous facilite la délimitation de ces différents modes.

Et tout d'abord, nous laissons de côté, pour mémoire, les migrations temporaires individuelles éparpillées.

Par exemple, il existe dans certains pays une institution traditionnelle excellente, qui tend à disparaître, et qui se retrouve sous le nom de *borderies* en Basse-Champagne et en Poitou, et sous le nom de *closeries* en Bretagne. Elle consistait en ce fait : l'ouvrier agricole louait, pour un prix à payer en journées de travail, une maison et un jardin, qui se trouvaient aménagés à peu de distance de la ferme. Quel intérêt avait le fermier à avoir ce locataire ? Précisément l'intérêt de trouver sous sa main un ouvrier agricole à bon compte, — puisqu'une partie de ses journées comme représentant la location n'était pas payée en argent — et même plusieurs

aides s'il avait des enfants, aux moments des grands travaux. Quel intérêt avait cet homme à louer ainsi ? C'était en général un homme pauvre, qui trouvait là d'abord un loyer minime puis la possibilité d'élever une famille à bon marché avec les légumes du petit jardin — qu'il cultivait aux jours de chômage — avec les œufs et la vente des volailles, le lait d'une chèvre et la vente des chevreaux, enfin les facilités d'obtenir du fermier le sac de blé à très bon compte, qu'il faisait moudre, et avec la farine duquel il faisait lui-même son pain. Généralement, à cause de la facilité du présent et en prévision de l'avenir où la vieillesse sans argent aurait besoin d'aide, le ménage ainsi établi avait beaucoup d'enfants. C'étaient des pépinières de bons et durs ouvriers pour l'agriculture et le meilleur moyen pour le fermier, ayant quelques maisons de ce genre sur ses terres, de s'assurer, toute prête à sa portée, une réserve de bras. Cette institution, en prévenant l'immigration étrangère et en assurant à des gens très pauvres le moyen d'élever sainement une nombreuse famille, était peut-être un des moyens les meilleurs d'enrayer la dépopulation rurale. J'ai vu en Poitou les fermiers, mal instruits de leurs véritables besoins, ne pas s'inquiéter de ces borderies et les laisser démolir par les propriétaires, sous prétexte que les chèvres de ces malheureux mangeaient les haies ! Quoi qu'il en soit, ces bordiers

et closiers tendent à disparaître par suite de la suppression des borderies et closeries. Ceux qui restent sont bien des migrants temporaires. L'été au moment des fauches, des moissons, des batteries, ils se louent au fermier, et l'hiver ils doivent se débrouiller pour se placer, soit comme domestiques, soit comme ouvriers, parfois très loin de leurs foyers, n'y rentrant que le samedi soir, pour en repartir le lundi matin, avant le lever du jour. Mais cette forme rudimentaire d'émigration isolée ne mérite que d'être notée, et, au surplus, encore une fois, elle tend à disparaître.

La migration groupée seule est saisissable et caractérisée suffisamment pour prêter à une analyse et à quelques synthèses. Elle peut revêtir plusieurs formes, soit au point de vue de la durée de migration, soit au point de vue de l'époque, soit au point de vue de ses foyers d'attractions, soit au point de vue de ses sources principales.

Les durées et les époques font partie des détails caractéristiques, propres à chaque migration et que nous étudierons à propos de chacune d'elles.

Le classement des foyers d'attractions permet seul un plan rationnel.

Pour étudier le phénomène suivant ses sources, il faudrait se placer au point de vue international en le limitant, prendre par exemple toute la migration

Belge dans ce qui en vient vers la France, toute la migration de Pologne vers la France : mais il nous faudrait, pour chacune, l'étudier en observation éparpillée, pour autant qu'elle s'éparpille sur notre territoire, et il en serait ainsi même de migrations interprovinciales, comme celle des Bretons qui se répand sur un rayon d'au moins trois cents kilomètres, du sud de la Beauce au nord de l'Ile-de-France et même de la Picardie.

De même que nous circonscrivons notre étude aux limites territoriales de la France, nous en circonscrivons les différentes parties dans les limites territoriales des différentes régions, et comme l'ensemble de la France importe plus qu'il n'exporte en main-d'œuvre, nous classerons les régions par foyers d'attractions suivant leurs distributions géographiques.

Il est cependant, et au point de vue des modes de migrations et au point de vue des conclusions différentes, un départ essentiel à faire entre la migration d'origine étrangère et la migration d'origine française : cette dernière est, nous l'avons vu, relativement récente, l'autre est ancienne ; nous aurons à juger différemment de l'une et de l'autre, en appréciation et en conclusion.

1° Migrations temporaires, interprovinciales, c'est-à-

dire de campagnes françaises à campagnes françaises, et le fait étant examiné successivement dans toutes les principales régions qui attirent vers elles la main-d'œuvre manquante ;

2° Migrations temporaires internationales, c'est-à-dire de campagnes étrangères à campagnes françaises, et le fait étant décomposé aussi en autant d'études qu'il y a de provinces qui sollicitent cette aide de l'étranger ;

Tels sont les deux aspects du phénomène, traités chacun suivant les différents foyers d'attractions, et nous donnant le double plan à suivre.

DEUXIÈME PARTIE

Les Faits

CHAPITRE I

LES MIGRATIONS INTERRURALES DE CAMPAGNES FRANÇAISES A CAMPAGNES FRANÇAISES.

Il serait facile rationnellement de trouver à priori par induction les régions de France qui demanderont le plus de main-d'œuvre saisonnière.

Le manque de bras peut en effet être remplacé dans la plupart des cas par le développement du machinisme : faucheuses, moissonneuses, lieuses, semeuses, batteuses, etc. Mais où la diminution de main-d'œuvre devient à certaines saisons une urgente nécessité à laquelle le machinisme ne peut parer,

c'est dans les régions où il ne peut remplacer le travail *intelligent*, le *choix* de l'homme, ni son adresse délicate : ainsi des vendanges, que dans certains vignobles on fera en plusieurs fois, passant à deux ou trois reprises, à quelques jours de distance, selon la maturité des grappes, à cueillir, ou à laisser pour le passage suivant ; ainsi de l'effeuillage des betteraves.

Nous voyons immédiatement qu'aujourd'hui, étant donnée une baisse générale de la densité de la population rurale, les régions où on demandera le plus instamment de l'aide seront le Languedoc et la Provence, l'Ile-de-France, la Beauce et les départements limitrophes ; enfin les départements de l'Est, de la Bourgogne à la Champagne.

Entre ces différentes régions, principaux centres demandeurs, nous rencontrerons quelques départements du Centre et de l'Ouest où le phénomène n'est plus guère qu'à l'état de traces.

1^o Languedoc vinicole.

Les propriétaires viticulteurs de l'Aude et de l'Hérault ont été, de tout temps, particulièrement bien placés pour recruter leur personnel, dans les conditions les meilleures et les plus économiques. Les

départements voisins, très pauvres, obligeant leurs habitants à s'expatrier, leur ont fourni un renfort considérable et peu exigeant dans ses prétentions, cependant que la persistance, dans les mêmes régions, de petites industries paysannes permettant aux ouvriers de se procurer, par les temps de chômage, les ressources nécessaires, les rendait encore plus accommodants sur la question des salaires.

La crise phylloxérique terrible traversée par ce vignoble, puis sa reconstitution et l'exploitation intensive qui en est résultée, ont sans doute modifié profondément l'état de choses ancien. Toutefois, au moins jusqu'en ces dernières années où l'immigration italienne et surtout espagnole apporte à la situation de sensibles changements, le recrutement du personnel, tout en s'accroissant et en prenant même, à l'époque des vendanges, ainsi que nous allons le voir, une activité nouvelle et très caractéristique, est resté le même dans ses éléments essentiels.

Les propriétaires ont eu recours comme autrefois à deux catégories principales d'ouvriers : les gens du pays, employés comme journaliers, et les domestiques venus du dehors, en général des montagnes voisines.

Ces derniers se subdivisent eux-mêmes en deux catégories : les domestiques à l'année, logés et nourris, et attachés à l'exploitation d'une façon constante

(ceux-ci en définitive nous intéressent peu à notre point de vue spécial) et les « *mésadiers* », qui sont travailleurs au mois, se rattachant au contraire complètement à la classe des émigrants temporaires.

Les *Mésadiers*, particulièrement goûtés par le propriétaire, parce que leur mode d'engagement s'adapte à merveille à l'irrégularité des travaux du vignoble, conservent généralement quelques terres dans leur pays natal où ils rentrent chaque année. Leur nombre varie suivant les saisons. Autrefois, ils faisaient d'abord en Languedoc une campagne printanière de trois mois, puis ils passaient en Provence pour la moisson, revenaient dans l'Hérault pour les vendanges et retournaient ensuite dans leur pays pour accomplir les travaux d'arrière-saison. Après la reconstitution du vignoble, les travaux viticoles sont devenus assez abondants pour les retenir durant toute la belle saison dans le Languedoc, et la Provence, privée du secours de leurs bras, a dû les remplacer par la main-d'œuvre piémontaise.

Bien plus, leur concours, qui autrefois suffisait, tant pour la culture de la vigne que pour la récolte annuelle, est, à l'époque des vendanges, tout à fait insuffisant aujourd'hui ; il faut au nouveau régime viticole devenu une véritable industrie, un personnel auxiliaire considérable. On calcule qu'un domaine de 80 hectares nécessite l'emploi d'environ 70 vendan-

geuses et de plus d'une trentaine d'hommes, et que le département de l'Hérault, à lui seul, réclame, à ce moment, 80.000 travailleurs supplémentaires. C'est-à-dire à peu près 28 femmes et 12 hommes à l'hectare par jour, pour la période d'environ 25 jours.

Ils sont recrutés parmi les paysans de la région montagneuse qui va de l'Ariège à la Haute-Savoie. M. Augé-Laribé (1) a tracé de leur recrutement un tableau pittoresque et complet :

« Dès que l'on peut prévoir, écrit-il, ce que sera la récolte, les propriétaires du Midi avertissent certains individus qui se chargent de former dans leur village les équipes nécessaires, de les conduire sur les exploitations au jour fixé, et qui, généralement, les dirigent et les représentent pour le paiement. C'est un spectacle très pittoresque que l'arrivée de ces vendangeurs. Des trains spéciaux les amènent de toutes les directions dans les gares, ils sont attendus par des charrettes qui les conduisent jusqu'aux domaines où ils sont engagés. De bruyantes caravanes courent alors les routes du Midi ; après l'arrêt du travail au mois d'août c'est brusquement l'agitation d'une fourmilière. »

Ces lignes étaient écrites en 1907 ; depuis, le mouvement des vendangeurs et même celui des méssa-

(1) *Le problème agraire et le socialisme*, 1907, pages 251 et suivantes.

diers s'est ralenti. M. de Boissieu, dans l'étude déjà citée, semble même le considérer comme destiné à disparaître, refoulé par l'immigration grandissante des Espagnols, que nous étudierons plus loin.

Salaires et manière de vivre.

Le régime des mésadiers est une combinaison de ceux des journaliers et des domestiques à gages.

L'irrégularité de leur embauchage, d'après les conditions climatiques et l'état de la récolte, enlevant toute fixité à leur situation, a sans doute contribué à en raréfier le nombre. Comme les domestiques, ils sont logés, mais subissent une retenue de salaire pour ce logement ; comme les journaliers, ils se nourrissent eux-mêmes comme ils l'entendent. Ils sont engagés au mois, à la quinzaine, quelquefois même, notamment dans le territoire de la commune d'Arles, à la semaine.

Les salaires sont assez variables suivant les régions. Pourtant dans ces dernières années, une certaine tendance à l'unification se fait sentir. Ils se modifient aussi d'après les saisons. Dans les plaines de Montpellier et de Lunel ils varient de 30 à 45 fr. par mois ; dans le Biterrois et le Narbonnais ils sont moins élevés : de 25 à 35 fr. Par les bonnes années, ils peuvent s'élever à 60 fr. pendant l'été. La valeur personnelle des ouvriers joue ainsi un certain rôle dans leur

fixation. Ces tarifs, calculés pour les domestiques fixes, s'entendent, nous l'avons dit, les ouvriers n'étant pas nourris.

Les logements mis à leur disposition sont en général propres, mais extrêmement simples, avec tendance à l'amélioration dans le couchage autrefois très défectueux.

La condition des vendangeurs temporaires doit être examinée à part. Il faut d'abord noter une circonstance qui n'est pas sans gêner leur recrutement.

Malgré les démarches faites auprès des compagnies de chemin de fer pour l'application, en leur faveur, d'un tarif réduit, celles-ci se sont refusées à toute concession autre qu'une prolongation de validité des billets délivrés. Les frais sont donc assez considérables et restent généralement à la charge des ouvriers, les propriétaires craignant, s'ils les prenaient à leur charge, de ne plus avoir d'autorité sur leur personnel, en cas de difficultés. Il s'ensuit que les vendangeurs doivent, pour ne pas voir leur gain absorbé par ces frais, être assurés d'un travail assez prolongé et qu'ils peuvent être amenés, à l'encontre des intérêts de leurs employeurs, à prolonger la cueillette au-delà des limites normales.

Et là, on doit relever de grandes variations dans les salaires suivant les années. En moyenne

les prix sont fixés à 4 fr. pour les porteurs et 2 fr. pour les coupeuses ; les augmentations se traduisent surtout par des avantages en nature, tels que le droit au vin et à une soupe, et parfois le remboursement des frais de voyage, mais qui ne peut avoir lieu qu'à la fin de la vendange seulement et à la condition que les engagements aient été strictement tenus. Par les mauvaises années, ces salaires descendent à 3 fr. 50 et 1 fr. 75, mais il arrive aussi qu'en temps de presse, ils se relèvent jusqu'à 5 fr. et 2 fr. 50. On signale même des prix de 6 fr. et 8 fr. dans des circonstances exceptionnelles, par exemple par suite d'invasions de moustiques qui rendent le travail extrêmement pénible aux habitants de la montagne et qui obligent à recourir à des fumigations de goudron, presque aussi pénibles que les piqûres de ces insectes.

En principe, les vendangeurs ne sont pas nourris, sauf la soupe du soir et le vin dont il vient d'être parlé et qui sont d'un usage assez courant. Les femmes ne touchent que leurs salaires, leurs repas sont préparés par l'une d'entre elles.

Ces montagnards, en général très pauvres, en dehors de quelques terres qu'ils possèdent dans leur pays, mènent une vie misérable qui n'est pas faite pour réparer leurs forces, se nourrissent fort mal, couchent sur la paille et, trop souvent, passent une partie de leur temps à boire. Les vendanges durent

d'ailleurs en moyenne de 18 à 25 jours, ce qui n'est pas assez pour leur assurer un gain sérieux. Les hommes seuls, touchant une centaine de francs, pourraient rapporter chez eux une petite somme; mais, grisés par le spectacle d'une abondance relative qu'ils ne connaissent pas dans leurs montagnes, ils sont trop entraînés, avant leur départ, à des dépenses qui absorbent leur pécule.

Valeur et rendement de travail.

En dehors des salaires, le contrat de travail reste très imprécis dans la viticulture méridionale en ce qui concerne tout au moins les mésadiers et se trouve régi seulement par des usages locaux. Pour la durée de la journée, notamment, il n'est pas rare, entre villages voisins et même dans le ressort d'une même commune, de la voir passer de 6 heures à 8 et 9 heures.

Au contraire, la journée de vendange est, en toutes régions, aussi longue que possible. Elle va du lever au coucher du soleil avec un repas de midi à 1 heure 1/2 et un ou deux arrêts plus courts d'une heure chacun.

Ce genre de travail est évidemment facile, mais sa monotonie le rend pénible et les forces des ouvriers et ouvrières s'y épuisent rapidement, d'autant plus que, dans bien des exploitations, il se continue sans interruption même le dimanche. La pluie seule y

met fin momentanément, en ce cas les ouvriers ne sont plus payés et reçoivent seulement leur nourriture.

Depuis l'introduction de la main-d'œuvre espagnole, dont nous parlerons plus loin et dont l'apparition véritable ne remonte guère qu'à une vingtaine d'années, un grand changement s'accomplit dans les différents travaux de la viticulture languedocienne, à la satisfaction des propriétaires, mais au vif mécontentement de la population locale et des émigrants français : c'est la substitution, de plus en plus marquée, du travail à la tâche au travail à la journée ou au mois, cause principale de l'accroissement de l'immigration d'outre Pyrénées et du recul du mouvement montagnard français, signalé par M. de Boissieu.

2°. Provence et Camargue

Il y a lieu, seulement en ce qui concerne la Provence, de noter, au point de vue historique, l'ancienne migration des mésadiers languedociens à l'époque de la moisson. Nous venons de voir que, depuis la transformation du vignoble, les mésadiers ne quittent plus, pendant la saison des travaux agricoles, les départements où ils sont descendus, c'est-à-dire l'Aude et l'Hérault. Les départements provençaux n'ont plus à leur disposition, pour compenser

l'insuffisance de leur main-d'œuvre, que le secours de l'étranger, c'est-à-dire, en définitive, celui des Italiens et spécialement des Piémontais dont il sera question dans la seconde partie de ce travail.

3° Vallées de la Dordogne, de la Garonne et de la Loire.

On doit mentionner, plutôt pour mémoire, la migration temporaire de certains habitants du Limousin et de l'est des Charentes vers les vallées de la Dordogne et de la Garonne, à l'époque de la vendange. Ce mouvement était très marqué autrefois ; il a bien diminué aujourd'hui. Cela tient à ce qu'après la destruction des beaux vignobles des vallées de la Dordogne et de la Gironde par le phylloxera le mouvement fut interrompu ; puis avec l'introduction des cépages américains la vigne put être non seulement replantée là où elle florissait antérieurement, mais encore elle fut plantée dans des terrains où précédemment on n'avait pas cru pouvoir en mettre. Tout l'Ouest planta jusqu'aux contreforts de l'Auvergne, et les vignes nouvelles absorbèrent l'activité de chaque population sur place, d'autant plus que, par suite de ses maladies, la vigne nouvelle demande beaucoup plus de soins et de travail que l'ancienne. Chaque région s'arrangea au mieux, et les vendanges sont seulement, s'il le faut, un peu plus longues, le

climat de ces régions à l'automne permettant d'ailleurs de les prolonger. Au surplus, la région la plus vignoble, celle qui demandait autrefois de l'aide aux régions voisines — c'est-à-dire le Bordelais, les vallées de la Garonne et de la Dordogne, — fait comme la Bourgogne de la qualité et non de la quantité, et ne cherche pas la taille à grand rendement ; la mévente, la *casse* du vin augmentent en ce sens chaque année la prudence des propriétaires, qui sont, ainsi, moins obligés de demander à la main-d'œuvre extérieure. Il vient cependant encore de l'aide vers la Dordogne du Limousin et du nord du Périgord ; mais ce mouvement est trop peu saisissable et trop peu caractérisé pour permettre une étude dont il ne fournirait pas les éléments.

Dans la vallée de la Loire, aux environs d'Angers et de Saumur, on commence à voir apparaître les Bretons, dont le mouvement annuel a d'ailleurs une étendue bien plus considérable, et se manifeste surtout dans l'Ile-de-France.

4° Vienne

Le Poitou est l'une des régions où la dépopulation rurale a causé le plus tôt ses ravages. La baisse de la natalité y a entraîné de bonne heure une insuffisance de main-d'œuvre très marquée. Il en est résulté pour la Vienne un renfort annuel sérieux, venu presque

exclusivement des départements voisins. En 1888, M. Baudrillart (1) n'évaluait pas à moins de 7.000 le nombre des étrangers de passage. Le Limousin fournissait d'ouvriers agricoles les régions voisines de la Haute-Vienne. Les environs de Saumur envoyaient dans le Loudunois, à l'époque de la moisson, un contingent particulièrement important d'auxiliaires qui accomplissaient leur travail moyennant une part dans la récolte fixée ordinairement au 1/6 pour le froment et au 1/7 pour les menus grains. La diminution générale de la main-d'œuvre agricole a ralenti considérablement ce mouvement dont il ne reste plus que des traces.

Et puis il s'est produit dans ces petites régions ce que nous signalions dans le paragraphe précédent. Le Loudunois est devenu un pays très vignoble rendant autant en vigne qu'en céréales. Les vins du Loudunois vendus comme des vins de Saumur de seconde qualité ont donné de sérieux bénéfices. Les plus mauvais, vendus aux champagniseurs, ont aussi bien rendu, proportionnellement aux soins médiocres qu'ils demandent. Partout, d'ailleurs, dans ces régions la vigne est moins soigneusement traitée que dans le Midi : fréquemment, elle est laissée courant à terre, sans fils de fer, les habitants de ce pays prétendant que la proximité du sol nourrit le raisin en lui con-

(1) *Les populations agricoles de la France*, t. I, 1888, page 230.

servant de la chaleur même lorsque le soleil est à son déclin. La vallée de la Loire, de Nantes à Vouvray, suffit d'ailleurs à peine actuellement à se vendanger elle-même. Elle reçoit des Bretons. Le Poitou ne reçoit plus de main-d'œuvre extérieure, et, sans sortir de son territoire, fait venir du Sud, vers le Nord qui est la partie la plus vignoble, le supplément nécessaire, au moment des vendanges. La récolte à cause du climat est d'ailleurs très variable d'année en année : aux très mauvaises années, ou ce qu'il y a à ramener n'est pas mûr et ne vaudra pas le travail de la main-d'œuvre comme aux années trop abondantes, ou la main-d'œuvre manquerait et coûterait trop cher à faire venir, le paysan vend fréquemment sa vendange sur pied, notamment aux champagniseurs qui l'emmènent par grands tonneaux, ou aux Allemands qui en emportent de pleins wagons, sans doute aussi pour en fabriquer de faux champagnes.

5° Ile-de-France et départements voisins.

L'Ile-de-France est, par excellence, le pays des fermes à grand rendement et de la culture intensive ; ce n'est pas tant la désertion des campagnes et la diminution de la natalité que les conditions mêmes du travail agricole qui y ont toujours rendu nécessaire et y exigent aujourd'hui plus que jamais le con-

cours d'un fort appoint extérieur. C'est là qu'on peut étudier avec le plus de fruit les principaux courants migrants ; ils s'y manifestent avec une intensité et une étendue particulières. On peut du reste, pour mieux juger de l'ensemble du phénomène, englober dans cette étude certains départements voisins qui présentent avec cette région des analogies marquées, tout en se rattachant à l'Orléanais, à la Haute-Normandie, à la Champagne ou à la Basse-Bourgogne.

L'Ile-de-France est le centre très actif de l'immigration belge dont nous devons réserver l'examen détaillé. Mais elle reçoit de France même un important contingent venu de divers points de notre territoire.

a) NIVERNAIS ET MORVANDIAUX

Il suffit de mentionner les Nivernais ou Morvandiaux qui étaient employés autrefois couramment dans les grandes exploitations de la Brie et de la Beauce, en qualité de bouviers ou de bergers. Ce dernier métier a été, par suite de malheureux préjugés, à peu près abandonné par les Français, et ce sont les Suisses qui ont généralement recueilli leur succession, matériellement assez lucrative ; ces derniers sont nombreux aussi dans l'emploi de bouvier, que les Nivernais n'ont pourtant pas complètement abandonné encore.

b) BAS NORMANDS

Il n'y a pas lieu d'insister non plus sur l'immigration des ouvriers agricoles de la Basse-Normandie (Manche et Orne) vers la Haute-Normandie (Seine-Inférieure et Eure) et les environs de Paris.

On trouve sans doute dans les fermes de l'Ile-de-France un certain nombre de ces ouvriers, mais il ne s'agit plus d'un mouvement régulier et important, comme celui que signalait, en 1883, dans le premier volume de l'ouvrage déjà cité, M. Baudrillart.

Par contre, l'Ile-de-France reçoit chaque année deux courants saisonniers nationaux vraiment importants :

celui des Bretons ;

celui des habitants du Nord de la France et tout spécialement des environs de Cambrai, que l'on englobe pour ce motif sous le nom de Camberlots.

c) BRETONS

De tout temps, en Bretagne, la misère a obligé le paysan à quitter son village et à aller chercher du travail au dehors. Mais cette nécessité s'est d'abord traduite sous la forme du nomadisme ; les représentants de certains métiers, les sabotiers par exemple, parcouraient sans cesse les campagnes et à côté d'eux trop de vagabonds mal définis venaient prendre place. L'émigration a succédé à cet état primitif

lorsque les communications sont devenues plus faciles ; elle a grandi au fur et à mesure de leur développement. Aujourd'hui sous tous ses aspects, elle est considérable, mais elle reste surtout nationale lorsqu'elle est permanente ; le Breton « s'exporte » peu à l'étranger, d'autant plus que si loin que s'étende son rayon d'émigration en France il ne suffit pas à atteindre la limite des besoins.

L'émigration temporaire, qui seule nous occupe, est à peu près exclusivement agricole. Elle se divise en deux courants, dont l'un, peu important, qu'il suffit de noter, comprenant seulement une petite partie des Côtes-du-Nord, va faire à Jersey, en juin, une courte campagne pour l'arrachage des pommes de terre.

L'autre au contraire, venant de tous les points de la Basse-Bretagne, part au printemps pour accomplir en Normandie, en Beauce et aux environs de Paris, le travail des foins et de la moisson. Ce courant est très important et, chaque année, en voie d'augmentation par suite des avantages que font les compagnies de chemin de fer aux émigrants. Ceux-ci ont à leur charge leur voyage d'aller, mais ils sont rapatriés gratuitement. Certaines grandes fermes en emploient plus d'une centaine à la fois à l'époque des grands travaux.

Salaires et manière de vivre.

Les Bretons employés dans les fermes de l'Île-de-France sont payés en moyenne 5 fr. par jour ouvrable. Leur campagne durant trois mois, ils en rapportent une somme de 300 à 400 fr. qui leur permet de payer chez eux leur fermage et de vivre pendant la mauvaise saison.

Ils s'assimilent assez facilement la vie des régions où ils sont momentanément employés, mais on peut leur reprocher de s'adonner à la boisson (1). Leurs rapports avec les populations sont en général assez bons, et c'est plutôt avec les Belges, qui les ont précédés et qui les considèrent en quelque sorte comme des rivaux, que des conflits quelquefois assez violents peuvent surgir.

Il ne semble pas que jusqu'à présent cette migration saisonnière, malgré son importance, ait été l'objet de mesures analogues à celles prises dans d'autres pays, pour sauvegarder les intérêts matériels et moraux de ceux qui l'accomplissent.

Valeur et rendement de travail.

Les ouvriers bretons satisfont en général leurs employeurs ; ils se montrent bons faucheurs et bons

(1) Ils sont alcooliques comme la plupart des populations des pays non vignobles. Le dimanche, plus qu'en Bretagne encore, — sans doute à cause de l'isolement, dont ils veulent noyer l'ennui et le regret —, ils s'enivrent tous, et on les rencontre partout, tout le jour, dans les fossés, ou appuyés par rangs le long des murs.

moissonneurs ; au point de vue de la culture de la betterave ils ne peuvent pourtant rivaliser ni avec les Belges ni avec les travailleurs originaires du Nord de la France.

d) CAMBERLOTS

Ainsi que l'indique ce surnom, ces derniers se recrutent surtout parmi les habitants de l'arrondissement de Cambrai. On en rencontre aussi dans l'arrondissement de Douai et dans l'Artois. Leur mouvement présente deux particularités notables. D'abord la plupart ne sont cultivateurs qu'en dehors de leur pays ; chez eux ils sont tisserands ; c'est pour remédier à l'insuffisance de cette industrie qu'ils vont demander un complément de ressources à la culture pendant la belle saison. Puis, ils émigrent en famille, ne laissant au village natal que les très vieux et les très jeunes.

L'origine de leur migration est très ancienne.

Autrefois ils partaient à pied avec leurs hardes et leurs outils sur leurs épaules ; maintenant ils s'en vont en chemin de fer ; leur champ d'action est assez vaste ; on en trouve jusqu'en Champagne, et Reims est un de leurs centres de groupement ; les autres sont Laon, Meaux, Chartres et Orléans.

On peut rattacher à cette migration celle des Picards, que l'on rencontre en nombre appréciable

dans l'Ile-de-France. Avec ces derniers on rentre dans le type classique des exodes saisonniers d'autrefois, entre départements voisins. Une variété curieuse en est fournie par la commune de Sauflieu située sur la route d'Amiens à Paris. Ici, ce sont les femmes qui émigrent et vont, durant la belle saison, louer leurs services aux maraîchers des environs de la capitale.

Salaires et manière de vivre.

Ces émigrants se font de beaux bénéfices, les salaires étant élevés dans cette culture particulièrement délicate : ils reviennent chez eux chaque année avec un pécule de 5 à 600 fr.

Quant aux Camberlots, leur campagne employant toute la famille est forcément rémunératrice ; les gains, réalisés aux tarifs locaux, s'additionnent et se traduisent, en fin de compte, par un chiffre important. N'éloignant pas trop les ouvriers de leur pays d'origine, conservant intact leur foyer, groupant les efforts de tous, ce mouvement annuel est particulièrement recommandable.

On doit ajouter qu'il possède en lui-même les meilleures garanties, et c'est aussi le mieux sauvegardé de tous ceux qui se produisent en France.

En 1904, en effet, à l'exemple des institutions belges de même nature dont nous aurons à parler dans la deuxième partie de ce travail, une association déclara-

rée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 s'est formée à Cambrai, sous un patronage de prêtres et de jurisconsultes, sous ce nom : *les Emigrants du Nord de la France*, et a déjà produit d'excellents résultats. Elle s'est donné pour but général de favoriser la vie matérielle, morale et religieuse des émigrants, et les moyens qu'elle a mis en œuvre pour y parvenir ont été des plus efficaces. Par ses soins et sous son patronage, une mutuelle s'est fondée à côté d'elle pour venir en aide, moyennant une minime cotisation de 2 fr. pour les hommes et 1 fr. pour les femmes, aux ouvriers malades ou victimes d'un accident. Cette société assure même, en cas de décès du chef de la famille, une indemnité à sa veuve ou à ses enfants. L'Association elle-même fournit à ses compatriotes, pendant leur exode annuel, une assistance juridique gratuite, organisée sur les bases les plus sérieuses. Un journal a été fondé qui tient chaque semaine les absents au courant des nouvelles de leur pays.

Un contrat de travail a été dressé dont l'usage se généralise de plus en plus parmi les propriétaires employant les Camberlots ; il a du reste obtenu, dès sa publication, les suffrages les plus autorisés, ceux du *Musée Social* et de la *Société des Agriculteurs de France*. Enfin cette association, nettement catholique, s'est aussi préoccupée de la vie religieuse de ces

émigrants, chez beaucoup desquels la foi est restée très vivace ; trois aumôniers se répartissent les originaires de l'Artois, du Cambrésis et du Douaisis, ne perdant pas de vue leurs protégés pendant la durée de leur exode.

Cette entreprise, en définitive, est des plus fécondes. Il est regrettable qu'elle soit unique, jusqu'à présent, dans l'histoire de ces migrations temporaires nationales.

Valeur et rendement de travail.

Comme leurs voisins les Belges, les Camberlots sont d'excellents ouvriers agricoles, très actifs à la besogne et prenant à peine le temps de se nourrir ; ils se distinguent surtout dans la culture de la betterave. La présence de leur famille leur permet d'accomplir rapidement les divers travaux des champs. Quand l'homme fauche, la femme ramasse et lie. Quand l'homme arrache la betterave, les enfants coupent les feuilles et les entassent dans un sac. Ce travail en commun les rend très précieux ; il faut reconnaître pourtant qu'ils conviennent mieux aux exploitations moyennes qu'aux fermes à grand rendement où est plutôt applicable le travail par équipes, sous une direction fortement organisée.

6° Départements de l'Est

Nous avons noté que les mouvements saisonniers de l'Île-de-France s'étendaient à quelques départements de la Bourgogne et de la Champagne, tels que l'Yonne, l'Aube, la Marne. A l'autre extrémité orientale de notre pays, près de la frontière Suisse, il est temps d'examiner en détail la petite émigration du Bugey signalée par M. de Boissieu, dans l'étude que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner (1), comme un type caractéristique des migrations anciennes.

Tous les ans, les premiers jours d'août, une bonne partie des habitants des plaines du département de l'Ain s'engagent sur le plateau de la Dombes pour aller y faire la moisson. Leur travail dure une quinzaine de jours.

Ils reçoivent leur salaire en nature; ce salaire connu sous le nom d'affamure est généralement du onzième de la récolte. Pourtant un mouvement se produit tendant à faire hausser l'affamure au dixième.

Dans certaines fermes le salaire se prélève à la gerbe, mais d'ordinaire c'est à la mesure, au double décalitre; tous les onze doubles, on en réserve un

(1) *Réforme sociale*, année 1909, vol. 2, p. 331.

aux moissonneurs. On peut admettre en principe que ce salaire ne descend pas au-dessous de 6 fr. 50 à 7 fr. par jour ; en 1910, il s'est même élevé à 10 et 12 fr.

Ce mouvement, plus curieux qu'important, est la seule particularité intéressante que nous ayons à signaler dans les départements de l'Est (1). La situation d'ensemble, lorsqu'on a dépassé la zone attenante à l'Ile-de-France, y est en général très préoccupante ; la main-d'œuvre s'y raréfie de plus en plus sans compensation suffisante. Le congrès dit *de la dépopulation des Campagnes* tenu à Dijon les 4 et 5 février 1911 (2) apporte l'écho des inquiétudes des agriculteurs du département de la Côte-d'Or. Dans ce département qui a perdu, depuis 1901, 12.170 habitants et qui, si on se place simplement au point de vue rural — la population de Dijon ayant, d'après le phénomène généralement constaté, augmenté au contraire sans cesse pendant le même temps d'une façon progressive, — ne s'est pas vu enlever moins de 16.772 bras d'agriculteurs, l'état est vraiment critique. Les ouvriers des champs manquent de plus en plus. Il n'est pas question en tout

(1) Il peut s'en trouver beaucoup de semblables ou de comparables dans beaucoup de petits cercles d'activité rurale, mais qui n'ont pas été rencontrés ou reconnus, comme celui-ci, par l'économiste capable de les noter au passage.

(2) Dijon, imprimerie Jobard, 1911.

cas, ou dans des proportions tout à fait infimes, d'un secours apporté par d'autres Français. Autrefois les exploitations forestières recevaient le concours très précieux des bûcherons nivernais; l'exode de ceux-ci n'est plus qu'un souvenir. Ils ont été remplacés par des piémontais qui à leur tour ont à peu près disparu.

En Lorraine (Meurthe-et-Moselle et Meuse), où les groupements agricoles ont pourtant beaucoup d'importance et de valeur, l'état de la main-d'œuvre est non moins angoissant, réclamant des remèdes immédiats; aussi est-ce de Nancy que sont venues les premières mesures destinées à en atténuer la pénurie. C'est dans cette ville qu'a été organisée l'immigration polonaise, toute récente encore, tâtonnante et de résultats incertains, mais qui semble pourtant, dès maintenant, susceptible d'un certain avenir et dont les effets, tout particulièrement pour cette région, paraissent devoir être très heureux.

En somme, les départements de l'Est pourront donner lieu, dans la seconde partie de ce travail, à des remarques intéressantes, mais la main-d'œuvre saisonnière française, dont nous avons à nous occuper ici, y est à peu près absente.

CHAPITRE II

APPENDICE AUX ÉMIGRATIONS DES CAMPAGNES FRANÇAISES. — ÉMIGRATION DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER ET MIGRATIONS INTÉRIEURES AUTRES QUE LES MIGRATIONS RURALES.

Ces questions sortent du plan limité que nous nous sommes assigné ; il convient seulement d'en dire quelques mots, car elles se rattachent, par une relation de cause à effet, à la raréfaction de la main-d'œuvre agricole nationale dont nous avons pu faire, au cours des pages qui précèdent, la trop évidente et désolante constatation.

Les Bretons, nous l'avons vu, émigrent peu à l'étranger. Des tentatives récentes pour les diriger vers le Canada, où leurs sentiments religieux eussent été pourtant de nature à les attirer, n'ont eu qu'un succès très relatif et l'on ne peut considérer comme une migration de ce genre l'exode annuel, du reste très court, que nous avons noté au passage, de certains ouvriers de cette région vers une île sœur, à laquelle

bien des affinités les tiennent, en dépit du rattachement officiel de Jersey à l'Angleterre.

Cet état d'esprit n'est pas spécial à la Bretagne ; il est, en général, assez caractéristique du tempérament français ; on le lui a jadis reproché comme un manque d'initiative de notre race ; dans l'état actuel des choses, ce mal serait plutôt un bien si cet attachement au pays natal n'était malheureusement contrebalancé par l'attraction funeste et de plus en plus apparente des grandes villes.

Pourtant, dans certaines régions pauvres et tout particulièrement dans la partie montagneuse de la Provence (Hautes et Basses-Alpes), il existe un mouvement de plus en plus marqué d'émigration étrangère. Les populations sont prédisposées à l'expatriation lointaine par l'existence errante que le pastoral a créée chez eux.

Si ce mouvement s'exerçait en faveur de nos colonies, il n'y aurait que demi-mal, mais on ne sait que trop qu'à part l'Algérie, nos colonies n'attirent guère d'autre émigration française que celle des fonctionnaires.

C'est vers l'Amérique, vers le Canada, mais surtout vers la République Argentine, qui exerce actuellement sur les imaginations de nos concitoyens les plus séduisants mirages, que se porte ce courant, enlevé dès lors complètement à notre travail natio-

nal. Il convient d'ajouter que nombre de ces émigrants reviennent au pays après fortune faite, y deviennent propriétaires et s'y fixent définitivement.

D'autres Français ont conservé les traditions du nomadisme dont nous avons déjà parlé à propos de la Bretagne ; quelques-uns sont originaires de ce pays ; la plupart viennent de la Savoie ou du Plateau central ; ils se répandent à travers les campagnes, en qualité de colporteurs, offrant aux paysans leurs marchandises consistant surtout en menus objets de mercerie. Ils étaient très nombreux au commencement du XIX^e siècle ; depuis, la facilité des communications, le grand changement intervenu dans les mœurs et la transformation profonde de l'industrie et du commerce leur ont porté un coup mortel, et leur nombre a bien diminué ; il est pourtant encore appréciable, malgré les bénéfices très aléatoires que procure ce métier qui ne peut sourire qu'à quelques esprits aventureux et avides d'indépendance.

Généralement, du reste, ils ne mènent cette existence que pendant une partie de l'année ; ils conservent quelque attache avec leur pays, y laissent leur famille et y restent propriétaires de quelques terres qu'ils reviennent cultiver dans la belle saison. Cette particularité a donné à M. Montenot, membre du Conseil Général de la Côte-d'Or et l'un des rappor-

teurs du Congrès de Dijon (1), l'espoir que l'on pourrait, à l'aide d'une propagande bien organisée, en retenir un certain nombre au service des campagnes dépeuplées de son département. Il pouvait s'autoriser, à l'appui de ses dires, de quelques exemples isolés.

Il ne semble pas pourtant que ce désir, à coup sûr louable, puisse être susceptible d'une réalisation bien sérieuse. Ce n'est pas la campagne qui attire ces émigrants d'un genre spécial, et quand ils se décident à quitter sans retour leur sol natal, c'est parce qu'ils deviennent victimes, après bien d'autres, de l'attraction des villes qu'ils traversent au cours de leurs pérégrinations annuelles. M. Montenot est bien forcé de le constater lui-même avec une certaine mélancolie et il n'y a malheureusement pas de propagande, si habilement faite qu'on la suppose, qui puisse lutter avec succès, surtout dans l'esprit de ces nomades, contre des séductions de cet ordre.

Il faut mettre à part, parmi ces émigrations vers la ville, la plupart désastreuses et d'un caractère permanent, un exode annuel qui remonte à une date très ancienne : celui des maçons de la Creuse à Paris.

(1) *Congrès de la dépopulation rurale*, p. 159 (Dijon, Jobard).

C'est l'exacte contre-partie du mouvement des tisserands Camberlots qui, comme nous l'avons vu, sont cultivateurs seulement au dehors. Les Creusois qui sont connus à Paris sous le nom de Limousins, celui de leur province, sont au contraire maçons pendant la période de la construction à Paris, mais, chez eux, où ils ont conservé leurs champs et leur établissement, redeviennent très facilement cultivateurs. C'est en somme à cette dernière profession qu'ils tiennent le plus; ils ne quittent pas leurs villages, s'y construisent une maison confortable lorsqu'ils ont acquis une aisance suffisante, et s'y fixent alors à demeure. Il reste à savoir si, comme nous l'examinerons dans la conclusion, l'émigrant temporaire n'est pas, même s'il revient très fidèlement dans ses foyers, en partie perdu pour son pays quant aux traditions morales, aux idées qu'il rapportera et à l'enseignement qu'il donnera à ses enfants.

CHAPITRE III

MIGRATIONS TEMPORAIRES INTERNATIONALES DE PAYS ÉTRANGERS A CAMPAGNE FRANÇAISE

Les migrations en France des ouvriers agricoles étrangers ne sont pas chose absolument nouvelle. Nous verrons même, pour certaines catégories, que le mouvement date de loin et présente un véritable intérêt historique. Toutefois, dans ces dernières années, sous l'influence de la raréfaction croissante de la main-d'œuvre nationale, le phénomène a pris un développement jusqu'alors inconnu, dont la récente entrée en scène des Polonais reste l'épisode le plus caractéristique.

Nous suivrons, pour notre examen, l'ordre géographique observé dans la première partie.

I. — Languedoc vinicole (*Aude et Hérault*)

Avant la crise phylloxérique et la transformation profonde du vignoble languedocien, on remarquait

déjà la présence, au milieu des travailleurs locaux et des vendangeurs venus des départements voisins, de quelques ouvriers étrangers, mais ce n'était là que des exceptions et ces individus isolés se trouvaient noyés dans la masse indigène.

Depuis 1890, au contraire, l'immigration s'est nettement dessinée. Deux courants se sont produits : l'un venant d'Italie et spécialement du Piémont, l'autre de l'Espagne. Ce dernier surtout a pris une grande importance, spécialement dans le Narbonnais, le Biterrois et la plaine de Lunel. Les propriétaires ont trouvé leur compte à cet apport nouveau, mais la concurrence écrasante qui en est résultée pour le travail français l'a fait au contraire envisager d'un très mauvais œil par les ouvriers du pays.

Les troubles d'Aigues-Mortes, il y a une quinzaine d'années, sont l'exemple le plus tristement célèbre de ces rivalités sanglantes. Elles se sont apaisées sans doute, et quelquefois même pour de fâcheux motifs ; c'est ainsi que, dans certaines circonstances, les Piémontais ont réussi à se concilier la sympathie des travailleurs de la région en se mêlant activement aux grèves. Malgré tout, trop souvent encore, bien des rixes sont à déplorer, surtout entre Français et Italiens ; les Espagnols, surtout les Basques, ont plus d'affinité avec les populations au milieu desquelles ils sont venus vivre. Il faut même noter que, chez

eux, la migration saisonnière se transforme facilement en habitation définitive ; beaucoup s'installent en France et finissent par se faire naturaliser.

Le fait se produit aussi pour les Piémontais, mais dans des proportions moins sensibles. D'ailleurs, alors que le mouvement Espagnol se précise et s'accroît toujours, le mouvement Italien, ainsi que le constatait M. Méline, au Congrès de la dépopulation des Campagnes en 1909 (1), est en voie de décroissance marquée. L'Italie, devenue riche, multiplie ses efforts pour retenir ses enfants ; l'annexion de la Tripolitaine va encore écarter de France beaucoup de ceux-ci, et l'on peut prévoir l'arrêt presque complet de leur émigration dont le champ s'est déjà bien rétréci, puisque autrefois ils venaient jusque dans la Nièvre et qu'on ne les rencontre plus que dans les départements de Midi. La main-d'œuvre piémontaise, à un moment si précieuse, est en définitive un élément sur lequel on ne peut plus compter.

Salaires et manière de vivre

La grande force des immigrants, Italiens et Espagnols, réside dans la simplicité tout à fait primitive de leurs goûts et la modicité de leurs besoins, qui leur permettent de louer leurs services à des prix

(1) *Réforme sociale*, année 1909, vol. 2, p. 115.

très bas. Ils se contentent, pour logement, de véritables taudis, et leur menu est plus que frugal. Les Piémontais, que l'on a qualifiés, en raison de leur sobriété légendaire et de leur résistance à la fatigue, de « Chinois de l'Occident », sont particulièrement caractéristiques à cet égard.

L'été, ceux d'entre eux qui ne trouvent pas de travail, dressent souvent sur la plage de vrais campements de bohémiens et se nourrissent de poissons qu'ils pêchent à la traîne. On comprend dans ces conditions qu'ils aient pu, par exemple, entreprendre à 0 fr. 30 le mètre des travaux de nivellement pour lesquels le propriétaire aurait offert 0 fr. 35 et dont les Français demandaient 0 fr. 50. La lutte pour ceux-ci, habitués à une existence plus confortable, n'est vraiment pas possible. Ils n'y trouvaient pas leur compte; les Piémontais, au contraire, réalisent, à ce tarif, des économies et rapportent, dans leur pays, un certain pécule.

Les Espagnols, également sobres et peu difficiles, s'accommodent de salaires tout aussi médiocres; ils ont favorisé l'extension du travail *à la tâche*, très avantageux pour le propriétaire et s'adaptant admirablement à la culture viticole intensive d'aujourd'hui, mais par lequel les faibles se trouvent sacrifiés. Par lui — et, dans beaucoup de localités du Languedoc, cette transformation a pris les propor-

tions d'un vrai malheur — les femmes et les enfants, autrefois chargés presque exclusivement du travail facile et familial de la cueillette du raisin, ne trouvent plus à s'employer.

Valeur et rendement de travail.

Les Piémontais, très résistants et très courageux, acceptent les besognes les plus rudes ; plus terrassiers que vigneron, ils se chargent spécialement de nivellement, de drainage, de curage de fossés d'irrigation, travaux qui répugnent à nos ouvriers français, surtout aux salaires réduits qu'acceptent les Piémontais. Ils rendent donc de très grands services à l'agriculture et en particulier à la viticulture languedocienne.

Les Espagnols au contraire s'occupent des vendanges. Ils travaillent souvent par équipes sous la conduite d'un marchandeur. Celui-ci prend l'engagement, vis-à-vis du propriétaire, de faire rentrer chaque jour une quantité déterminée de raisin, sous la sanction d'une assez forte amende par journée de retard, mais les garanties qu'il offre à ses employeurs ne sont pas toujours très sérieuses. Quoi qu'il en soit, ce mode de travail satisfait les viticulteurs, d'autant plus que le chef d'équipe prend généralement un grand ascendant sur ses hommes et peut user de cette autorité pour apaiser les conflits ; les chances de grèves s'en trouvent diminuées.

Il faut ajouter que, pour certains travaux particulièrement délicats qu'exige la culture de la vigne, les étrangers, quels qu'ils soient, se montrent très sensiblement inférieurs; ces travaux restent encore confiés, très généralement, aux ouvriers du pays.

2. — Provence (*Bouches-du-Rhône et Var*)

Autrefois, nous l'avons vu, les mésadiers montagnards qui descendaient dans les plaines languedociennes pour les travaux de printemps, venaient ensuite faire la moisson en Provence et retournaient pour la vendange en Languedoc. Aujourd'hui, l'extension considérable de la culture viticole les retient toute la saison dans les départements de l'Aude et de l'Hérault. La Provence a dû faire appel, pour les remplacer, à la main-d'œuvre étrangère.

Depuis longtemps, les Bouches-du-Rhône et le Var recevaient chaque année un fort contingent italien qui se fixait en grande partie définitivement en France. Déjà en 1881, M. Baudrillart (1) constatait que le premier de ces départements avait reçu 76.000 étrangers, pour la plupart italiens, dont 50.000 pour Marseille, et le second 23.000, répartis au contraire surtout dans les campagnes.

(1) *Les populations agricoles de la France*, t. III, 1893, pages 160-161.

Par contre, à cette époque, la Provence ne connaissait pas les migrations temporaires de l'extérieur. Elles lui sont venues, au départ des mésadiers, de la même source que l'immigration permanente ; ce sont les Piémontais qui ont pris la place laissée vacante par les montagnards et qui ont fourni à l'agriculture locale un complément absolument indispensable. Le phénomène est donc exactement parallèle à celui que nous avons constaté en Languedoc, et tout ce qui a été dit plus haut de la main-d'œuvre piémontaise s'applique également ici.

Tout au plus faut-il ajouter, pour être plus complet, que ces ouvriers ont révélé, peut-être plus encore ici que dans la région voisine, toute la valeur de rendement de leur travail ; on doit à leurs bras la transformation de la Camargue en pays vignoble, véritable tour de force agricole.

Malheureusement, on doit constater aussi, en se plaçant au point de vue général, que l'immigration Italienne n'a pas eu moralement d'heureuses conséquences en Provence ; les apports ainsi obtenus sont souvent assez troubles et ils ont eu une influence trop certaine sur l'accroissement de la criminalité dans ces départements.

Malgré tout, le concours des Piémontais y a été des plus utiles pour l'agriculture, et leur diminution

visible d'année en année est, en l'état actuel des choses, assez préoccupante.

3. — Corse

La situation agricole de la Corse est très particulière. La population indigène, après avoir augmenté jusqu'en 1901, avait, lors des deux derniers recensements, subi une baisse sensible. Mais, par contre, l'immigration étrangère a pris un essor important.

C'est ainsi que de 1901 à 1906, tandis que l'île perdait 4429 habitants, soit par an 886, elle recevait 10.474 étrangers, soit annuellement 2095; et de 1906 à 1911, perdant 2340 habitants, soit par an 468, elle recevait encore 10704 étrangers, soit par an 2140.

On peut se demander ce que deviendra à un moment donné cette population si fortement pénétrée par des éléments étrangers, italiens pour la plupart.

Il y a mieux. Non seulement les habitants se montrent disposés à quitter leur île et à laisser la place à de nouveaux venus, mais même ceux qui restent sont peu portés aux travaux agricoles et, pour cultiver une terre assez fertile, ils se sont

habituels à compter sur le secours de leurs voisins. Ici, les migrations saisonnières n'ont donc pas pour cause principale l'émigration et la diminution de la population, mais le caractère même de cette population.

Chaque année, du fait de ces habitudes, vingt mille Italiens environ, Lucquois et Toscans, viennent en Corse pendant six mois pour accomplir la besogne délaissée par les indigènes.

Salaires et manière de vivre.

Ces ouvriers ne touchent que des salaires de 1 fr. 90 à 2 fr. par jour en moyenne, mais ils ne dépensent guère que 0 fr. 30 et arrivent dans ces conditions, avec ce maigre gain, à rapporter chaque année chez eux une somme de 250 fr. environ. Cela fait donc sans exagération cinq millions annuels qui passent en Italie, par la faute des Corses.

Valeur et rendement de travail.

Les détails donnés ci-dessus mettent en relief cette triste vérité que la culture de la Corse est l'œuvre presque exclusive des étrangers. Si le concours des Lucquois et des Toscans venait à manquer, comme ailleurs celui des Piémontais, ainsi que la chose est très possible, les motifs de leur diminution étant les

mêmes, la situation de ce département deviendrait vraiment critique.

4. — Ile-de-France

On a exposé, dans la première partie, les caractères généraux de la culture dans l'Ile-de-France et les motifs pour lesquels, même abstraction faite de la question de dépopulation locale, la main-d'œuvre agricole, très insuffisante dans cette région, doit être fortifiée par un important contingent national ou étranger.

Nous n'avons à nous occuper ici que de ce dernier apport. Trois catégories d'étrangers participent actuellement aux travaux des fermes de l'Ile-de-France et des régions voisines : ce sont les Suisses, les Belges et, dans une mesure encore faible, les Polonais.

a) SUISSES

Par suite de préjugés d'ailleurs regrettables, les professions de bouvier et de berger, surtout la dernière, trouvent peu de recrues parmi les travailleurs Français. Pourtant, les bouviers, comme on l'a vu, sont pris en partie dans le Morvan, mais on y trouve aussi un certain nombre de Suisses, et ce sont ces

derniers qui fournissent à peu près exclusivement, dans les grandes exploitations de la Beauce et de la Brie, le personnel des bergers.

Ces métiers cependant sont assez rémunérateurs. Nous n'avons pas à revenir sur les salaires des bouviers, déjà mentionnés. Celui des bergers est en général composé d'une rétribution fixe de 120 fr. par mois, augmentée très sensiblement de nombreux accessoires (gratifications pour agneau amené au sevrage, pour mouton vendu, etc.). En outre, le logement dans une maison particulière permet à celui qui détient cet emploi de vivre en famille et lui laisse une certaine indépendance.

Il s'agit là, en définitive, d'une migration temporaire sans doute, puisque le Suisse finit le plus souvent par regagner ses montagnes en y emportant ses économies, mais pourtant assez prolongée et permettant à l'émigrant de garder avec lui sa femme et ses enfants, d'où une différence très notable avec les migrations saisonnières.

b) BELGES

La venue des Belges en France est traditionnelle. De tous les phénomènes migrants que nous avons à passer en revue, c'est le plus ancien, le plus important et le plus nettement caractérisé. Il a, dans la

région qui nous occupe, une étendue considérable qui permet, dès maintenant, de l'examiner dans son ensemble ; seuls quelques détails locaux doivent être réservés pour l'étude des départements septentrionaux.

La première apparition de nos voisins du Nord sur notre territoire date de 1820. Deux causes avaient contribué à la provoquer : le surpeuplement de leur pays les obligeant à chercher des débouchés à l'extérieur, et la crise survenue dans l'industrie jusqu'à très simple du tisserand, par l'intervention du machinisme qui enlevait à leurs familles un gagne-pain appréciable. Ce mouvement, ralenti par l'accroissement considérable de notre natalité sous la Restauration, reprit avec force sous le second Empire, par suite de l'extension rapide sur notre sol de la culture de la betterave. Les Belges suivirent même la zone de cette culture au fur et à mesure qu'elle s'étendait ; c'est ainsi que, de la Flandre, ils descendirent surtout en Picardie, en Normandie, puis dans les plaines de la Beauce et de la Brie, et qu'appelés au début par les industriels pour travailler dans les usines sucrières, ils se consacrèrent ensuite aux travaux agricoles. Après nos désastres de 1870, le mouvement s'accrut dans de grandes proportions.

Deux courants, d'importance très inégale, se distinguent dans l'émigration saisonnière belge. Le pre-

mier vient des provinces wallones, presque exclusivement du Hainaut. Il affecte peu l'Ile-de-France et intéresse surtout la Normandie, spécialement le département de l'Eure. Il ne se compose que d'un maximum de 4.000 individus qui, originaires d'un pays de langue française, n'éprouvent aucune difficulté à se guider dans une région analogue à la leur et viennent y chercher du travail isolément ou par groupes de deux ou trois.

Tout autre est le départ des Flamands, surnommés dans leur pays *Frenchmans*, qui constitue la migration typique de Belgique. Dans son livre sur la Flandre, M. Blanchard a décrit leur venue annuelle en termes pittoresques : « Le *Frenchman*... part au printemps. Son bagage est simple : un bissac bleu en toile à matelas, contenant les vêtements de travail, le linge ; à la main, il tient la faucille piquée dans un bouchon de liège ; sur la tête une casquette plate. Il y en a de tous les âges entre 15 et 60 ans. Les premiers s'en vont au milieu de mars, mais le grand exode ne se dessine que dans les premières semaines de mai, pour les betteraves. Ils ont été recrutés par un chef de bande auquel s'est adressé le cultivateur français ; des agences de placement existent dans les villes flamandes, et Lille en possède de nombreuses aux alentours de la gare. Ils voyagent en chemin de fer par groupes, le gouvernement belge leur accordant un prix très réduit. »

De quinzaine en quinzaine, leur nombre s'accroît ; en 1898, de 692 dans la 1^{re} semaine de mars, ils étaient passés à 3846 dans la 2^{me} quinzaine du mois ; dans la première quinzaine de mai, ils étaient 27.200 ; à l'époque de la moisson, on en comptait 40.176. Cette statistique, bien qu'ancienne, peut toujours servir de base à notre étude, car ce mouvement ne varie guère d'une année à l'autre, se composant toujours des mêmes éléments, lentement renouvelés, le plus grand nombre des ouvriers revenant travailler dans les mêmes fermes à chaque passage. On évalue aujourd'hui le nombre de ces émigrants temporaires à environ 45.000. Ils se répandent sur une portion considérable de notre territoire, occupant le Nord, le Pas-de-Calais, les Ardennes, l'Aisne, l'Oise, la Somme, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, la Seine Inférieure, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Loiret, l'Aube, une partie de l'Yonne et de la Nièvre ; leurs principaux centres de dispersion en France sont : Lille, Amiens, Beauvais, Saint-Quentin, Compiègne, Soissons, Meaux, Melun, Chartres et Orléans ; on peut voir par cette simple énumération qu'ils jouent un grand rôle dans l'Île-de-France et les départements qui l'avvoisinent et s'y rattachent étroitement au point de vue agricole, tels par exemple que l'Eure-et-Loir et le Loiret.

Vers le 15 novembre, ces Flamands regagnent leur

pays, emportant leurs économies qui varient de 300 à 500 fr.

Ce mouvement ne paraît pas jusqu'à présent menacé de décroître, mais cette situation se maintiendra-t-elle? Sans doute le surpeuplement de la Belgique existe toujours et constitue pour le mouvement une chance de durée, mais l'accroissement colonial de ce pays peut présenter de nouveaux débouchés à ses nationaux. D'un autre côté, le gouvernement et le monde politique belge voient d'un assez mauvais œil cet exode périodique. Deux hommes placés aux pôles extrêmes de l'opinion le déplorent : le socialiste Vandervelde l'a âprement combattu, et le député catholique de Gand, M. Maënhaut, président du comité de protection des émigrants de la Flandre Orientale, déclarait de son côté, à la séance d'ouverture du Congrès de la dépopulation des campagnes (3 juin 1909), que dans son pays « on s'occupe très activement des ouvriers flamands qui émigrent temporairement en France, attirés par de gros salaires ; on facilite leur rapatriement, on les pousse à l'épargne qui pourra les fixer dans leur village natal (1) ». Il y a là des symptômes dont il ne faut pas négliger l'importance, sans rien exagérer toutefois.

(1) *Réforme sociale*, 1909, vol. 2, p. 19.

Salaires et manière de vivre.

Les salaires varient suivant les régions et suivant les années, dans des proportions quelquefois considérables, en ce qui concerne les travaux à la tâche. C'est ainsi que M. Ringelmann donne les chiffres suivants comme des minima, calculés par hectare (1).

Démariage et binage des

betteraves	50 à 66 fr.
Sarclage du lin	45 fr.
Moisson du blé ou de l'a-	
voine	22 à 28 fr. (40 fr. à certains mo- ments aux environs de Paris ; monté à près de 80 fr. en 1905).
Arrachage du lin. . . .	80 fr.
Binage des pommes de terre	15 à 20 fr.
Arrachage des betteraves.	60 à 70 fr.

M. Hitier, professeur à l'Institut agronomique, dans son intéressante étude sur la culture intensive dans l'Ile-de-France (2), cite les chiffres individuels ci-après, d'après les renseignements qui lui ont été fournis par un des fermiers les plus appréciés de la Brie, M. A. Brandin de Galande (Seine-et-Marne).

(1) *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, octobre 1910 : La main-d'œuvre rurale, par Max Ringelmann.

(2) *Réforme sociale*, 1909, vol. 2, p. 314 : La culture intensive et la main-d'œuvre agricole dans l'Ile-de-France.

« Des Belges occupés aux travaux des binages de la betterave ont pu se faire des journées de 7 fr. pour ce genre de travail ;

« Des journées de 13 fr. 75 pendant la moisson ;

« Des journées de 5 fr. 30 pendant l'arrachage des betteraves ;

« Des journées de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 pendant les battages.

« Une équipe de 4 Belges, restée toute l'année à Galande, a gagné 1809 fr. par homme, 6 fr. environ par jour. »

Il ajoute d'ailleurs que c'est là un salaire s'appliquant évidemment à des ouvriers de premier ordre et que, par contre, le salaire journalier, dans la même commune, est des plus faibles, 3 fr. par jour.

Si, pour essayer de fixer une moyenne du gain total réalisé par les Belges pendant leurs campagnes en France, nous nous reportons de nouveau au travail très complet de M. Ringelmann, nous voyons qu'il évalue leurs économies, — dont nous indiquons plus haut le chiffre ordinaire, — à la moitié de ce gain, l'autre moitié étant dépensée, en France, en frais de voyage ou de nourriture. Ils gagneraient donc en tout de 600 à 1000 fr. au cours de leurs six mois de séjour.

Les engagements sont traités entre les propriétaires et les chefs d'équipe. M. Vandervelde se montre fort

sévère pour ces derniers, qu'il présente comme fort mal recrutés et comme exploitant indignement leurs camarades. Mais il semble bien qu'ici l'esprit de parti ait faussé le jugement du leader socialiste ; dans la pratique, ces chefs, qui donnent à leurs ouvriers l'exemple du travail, se montrent au contraire intelligents et dévoués aux intérêts communs ; ils se font allouer par les propriétaires des gratifications supplémentaires variant de 2 à 5 fr., ce qui sans doute a motivé les colères de M. Vandervelde, mais qui pourtant, en conscience, n'a rien d'excessif.

S'ils n'ont pas la frugalité des Italiens et des Espagnols, et si même la tempérance n'est pas leur vertu dominante, les Belges se montraient, par contre, jusqu'à ces derniers temps, peu difficiles sur la question du logement : ils se contentaient souvent pour abris de granges et de masures assez primitives. Depuis quelques années, ils sont devenus plus exigeants, mais les propriétaires, qui tiennent à ces ouvriers, ont compris en général la légitimité de leur désir de confortable. Les belles installations de M. le Comte de Mony-Colchen, dans sa ferme de la Trousse près Lizy (Seine-et-Marne), qui ont fait l'admiration des délégués du récent Congrès de la dépopulation des campagnes (1), sont l'exemple le plus typique, mais

(1) Rapport de M. de Boissieu. *Réforme sociale*, 1909, vol. 2.

nullement isolé, des améliorations intérieures à cet égard.

Animés en général d'un bon esprit et de caractère paisible, les Belges, en dépit des sobriquets amusants dont nos campagnards les affublent, vivent avec eux généralement en bons termes ; il n'y a qu'avec les Bretons, dont le nombre s'accroît et en qui ils voient des rivaux, que leurs rapports sont plus tendus.

Ils ont d'ailleurs, au plus haut point, le sens de l'association et des groupements de défense de leurs intérêts. Catholiques fervents en général, l'une de leurs grandes préoccupations a été d'assurer la liberté de leur vie religieuse, que trop de propriétaires, dans certaines régions, se montraient disposés à entraver. C'est ce qui rend particulièrement intéressante, entre toutes leurs organisations dont plusieurs ont leur siège en Belgique même, l'œuvre établie, 131, rue de Charonne, dont un de leurs compatriotes, M. l'abbé Seyssens, est l'âme très agissante. Là se trouve l'église destinée à la colonie des 30.000 Belges habitant Paris ; mais les prêtres qui la desservent ne bornent pas leur ministère à exercer un service paroissial : ils parcourent incessamment les fermes et les agglomérations où travaillent les Frenchmans, leur donnent des réunions pascales, des messes dominicales, et leur font des sermons

dans le langage de leur pays. En même temps, ils s'occupent de leurs intérêts matériels; ils servent d'intermédiaire entre eux et leurs employeurs. Plusieurs de ces prêtres sont d'habiles juristes et possèdent le titre d'interprètes près la Légation de Belgique de Paris. Avec le concours d'avocats de talent, ils ont organisé un syndicat qui a contribué grandement à l'amélioration du logement et a élaboré un projet de contrat type, en faveur de leurs nationaux, dont l'usage commence à se répandre.

On a prétendu même que leur zèle dépassait quelquefois le but proposé, et que certaines prétentions exagérées de ce syndicat avaient contribué à faire remplacer, dans certaines fermes, les Belges par les Polonais. Pourtant, les changements qui se sont produits en ce sens sont encore d'une importance très restreinte, et M. le Comte de Mony-Colchen, dont la compétence est grande en cette matière, a bien voulu nous répondre lui-même, sur la demande que nous lui avions adressée, que les prétentions élevées il y a deux ans par les Belges de sa région n'avaient rien d'exorbitant et que les difficultés se sont trouvées facilement aplanies. Il ajoute que « chez lui et dans ses environs, l'émigration belge est maintenue comme autrefois et dans les mêmes proportions ».

Valeur et rendement de travail.

Très travailleurs et d'une extrême endurance, les Belges, qui ont commencé par s'adonner à la culture de la betterave où ils gardent toujours une supériorité marquée, sont aujourd'hui, pour tous les travaux des champs, de remarquables et puissants auxiliaires. Levés à 3 heures, ils restent à la besogne jusqu'à 7 heures du soir, sans autres interruptions que celles très courtes nécessitées par leurs repas. La preuve d'ailleurs la plus frappante de l'estime qu'ils ont su inspirer aux propriétaires réside dans le fait, déjà signalé, qu'ils changent peu de patrons, et que leurs différentes escouades sont rappelées chaque année dans les mêmes fermes où elles ont déjà été employées.

POLONAIS

Le mouvement polonais, de date encore toute récente, sera étudié, avec tous les détails qu'il comporte, dans le chapitre suivant à propos des départements de l'Est, dans lesquels il a pris naissance et où il a eu dès son origine une importance réelle. Il est encore peu apparent dans l'Ile-de-France, et il sera assez lent à s'y implanter, si nous en croyons les renseignements puisés auprès du directeur même de l'agence établie à Paris, qui croit pourtant à son

extension ; entre autres obstacles, il faut compter ici l'éloignement plus grand du pays d'origine et, par suite, l'augmentation des frais de voyage. Puis, il faut tenir compte des habitudes prises : dans l'Est, les Polonais sont arrivés au bon moment pour remplacer une main-d'œuvre manquante ; ici au contraire, ils se trouvent en face de premiers occupants, encore peu disposés à céder la place.

C'est surtout aux environs de Lieusaint, près Melun, que l'on a remarqué jusqu'à présent l'arrivée de ces nouveaux auxiliaires de l'agriculture française. Dans le reste du département, leurs traces restent peu sensibles. Voici ce que nous écrit à ce sujet M. le comte de Mony-Colchen, et qui s'applique plus particulièrement à l'arrondissement de Meaux, l'un des plus riches de la Brie : « Le mouvement des Polonais ne s'est pas encore accentué ; je n'en ai jamais occupé et je ne connais guère qu'une ou deux fermes des environs de Meaux qui en aient essayé. Je ne pourrais pas affirmer que c'est avec succès. On les dit cependant plus habiles que les Belges à conduire les animaux. »

On trouve aussi en Beauce quelques traces de migrations polonaises. Mais nulle part encore, dans la région parisienne, le mouvement n'a le caractère d'une migration bien définie. Les Polonais qui pénètrent jusque-là y viennent en général isolément,

c'est-à-dire dans les plus mauvaises conditions, leur ignorance complète de notre langue et de nos usages leur rendant alors la vie fort pénible et les exposant sans défense au mal du pays.

En résumé, la situation est à notre simplement comme un symptôme, susceptible peut-être de se développer d'ici quelques années.

5. — Côte-d'Or et départements de l'Est.

Jusqu'à ces dernières années, les départements de l'Est avaient à leur disposition, comme main-d'œuvre venue de l'extérieur, le concours des Piémontais et celui, assez restreint, des Belges.

On a pu voir, dans le chapitre précédent, que ces derniers étendent leur mouvement annuel jusque dans certains de ces départements de l'Est, les plus rapprochés du centre, à vrai dire ; on les trouve en Bourgogne, dans l'Yonne, en Champagne, dans l'Aube et dans la Marne ; toutefois c'est là l'extrême limite de leur poussée globale. Si on en rencontre plus avant, ce n'est plus que par groupes restreints et plus souvent à l'état isolé. Au contraire les Piémontais venaient volontiers dans ces régions et partageaient notamment, avec la migration tradition-

nelle des Nivernais, le monopole des durs travaux des bûcherons de la Côte-d'Or. Aujourd'hui l'exode des Piémontais n'est plus qu'un souvenir, et les mêmes causes qui diminuent la poussée Italienne dans le Midi la raréfient, à plus forte raison, dans cette région plus éloignée de leur pays.

Comme, d'autre part, l'abandon des campagnes accomplit ici, comme partout, de plus en plus son œuvre néfaste, la situation devenait particulièrement préoccupante pour ces départements très riches, menacés tout particulièrement de manquer de bras.

C'est de cette préoccupation légitime qu'est née l'organisation, toute récente, de l'immigration Polonaise.

1° Considérations historiques.

Dans le courant de l'année 1907, M. Havette, cultivateur à Hanville (Meuse), étant entré en relations avec un député de la Diète de Galicie, fut frappé de ce que la Pologne autrichienne pourrait offrir de ressources à l'agriculture française. Depuis de longues années, en effet, les habitants de cette région surpeuplée émigrent par centaines de mille dans divers pays de l'Europe, et surtout en Allemagne, où ils sont soumis à un régime quasi militaire. La besogne qu'ils acceptent ainsi, dans un pays pour lequel ils

professent peu de sympathie, pourquoi ne l'accompliraient-ils pas en France, au service d'une population avec laquelle ils ont bien plus d'affinités ? Du reste, l'époque paraissait bonne pour tenter l'expérience : par suite de différends existant entre l'Allemagne et leurs compatriotes du Grand-Duché, les Polonais semblaient disposés à chercher de nouveaux débouchés.

Au reste, les Polonais apportent une indolence extrême à cultiver leurs terres. Leur agriculture est sans méthode, et ses résultats sont misérables. Leur industrie végète ou n'existe presque pas. « Il semble, comme le disait M. Montenot au Congrès de Dijon de l'an dernier, que ce malheureux peuple porte depuis cent vingt ans le deuil de la patrie perdue. » Peut-être pourrait-on dire plus exactement qu'ils n'ont pas le courage d'amasser des richesses au profit de la richesse nationale allemande. Et ils viennent volontiers et facilement travailler en pays étranger. Les expropriations violentes que les Allemands ont faites sur leurs terres pour achever leur germanisation ont provoqué cette répugnance définitive à aller travailler en Allemagne. Encouragés par les prêtres et les députés de leur pays, et peut-être fidèles à un sentiment d'ancienne et instinctive sympathie franco-polonaise, ils songèrent à venir chez nous, en même temps que nos départements de l'Est cher-

chaient de l'aide à l'étranger. En vain l'Est avait-il tenté des relations avec les Italiens : nous avons vu que l'immigration saisonnière italienne reste plus volontiers dans la vallée du Rhône, plus proche de sa frontière, de climat peu différent du climat italien, et où ils trouvent suffisamment à s'employer ; puisque, du reste, leur nombre était en décroissance même dans ces régions, à plus forte raison devait-on renoncer de plus en plus à les voir remonter jusque vers nos départements de l'Est. De leur côté, les cultivateurs de ces départements, généralisant à l'extrême, virent dans tous les Italiens des Caserio, Luccheni, Angellilo possibles. C'était un parti pris irréfléchi et injuste, puisque — M. Montenot nous l'affirme — le peu d'ouvriers italiens qu'on avait employés en Côte-d'Or avaient donné satisfaction par leur travail et leur conduite. Quoi qu'il en soit, on fut obligé d'aviser ailleurs. Une des sociétés les plus puissantes de l'Est, la *Société centrale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle*, dont l'organe, le *Bon Cultivateur de Lorraine*, jouit d'une grande autorité, saisie de la question dès la fin de l'année 1907, s'y intéressa vivement. Dès le 2 mars 1908, elle organisa, avec le concours de M. Skolyzewski, député à la Diète, une réunion régionale où fut organisée, de façon méthodique, un 1^{er} mai d'émigration, auquel la *Fédération*

des Sociétés agricoles du Nord-Est de la France prit une part active.

Par ses soins, un millier environ d'immigrants polonais furent aussitôt appelés et placés dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, des Vosges, de la Marne, de la Haute-Marne et de l'Aube. Mais ce recrutement, forcément hâtif, ne donna que des résultats médiocres.

La Société centrale ne se rebuta pas, pensant que seul le défaut d'organisation avait nui à cette expérience, et, pour éviter à l'avenir de pareils mécomptes, entra en correspondance directe avec le Gouvernement de Galicie, qui, après avoir établi, d'accord avec elle, un contrat type destiné à régler les rapports des cultivateurs et des ouvriers, établit à Nancy une agence de son Office central de placement, qui fonctionna, sous la direction de M. de Madurowicz, du 15 février au 1^{er} juin 1909.

A cette époque il fut remplacé par une agence de la *Société polonaise d'Emigration*, créée à Cracovie en 1908 par « les principaux représentants de tous les partis politiques et de toutes les classes de la nation », pour canaliser vers la France le mouvement d'émigration galicienne. Moins d'un an après, en mai 1910, Mme la C^{tesse} Zamoïska fondait la *Société de protection de l'ouvrier polonais en France*, œuvre toute philanthropique destinée à procurer à ses

compatriotes un appui religieux, moral et matériel.

De son côté, le *Syndicat central des Agriculteurs de France*, dont le siège est à Paris, fit en 1908, avec le concours de la *Société d'Agriculture de Varsovie*, une tentative d'introduction en France d'ouvriers de la Pologne russe; elle échoua complètement; le Syndicat depuis lors s'est borné à entrer en relations avec les organismes galiciens et à servir d'intermédiaire entre eux et les agriculteurs syndiqués; son influence en ce sens a été à peu près nulle.

D'autres organismes analogues se sont efforcés de remplir le même rôle vis-à-vis de leurs adhérents; le *Syndicat de la main-d'œuvre*, établi sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France*, avait même établi dans ce but, rue Lacuée, un bureau spécial pour les ouvriers polonais.

Par malheur, à côté de ces institutions ayant toutes plus ou moins un caractère officiel, le mouvement naissant fit surgir, tant en France qu'à l'étranger, un trop grand nombre d'agences privées, d'un but purement mercantile, dont les agissements suspects et les courtages excessifs ont produit des résultats désastreux, et de nature à compromettre l'essor, souhaitable en l'état actuel des choses, d'un pareil mouvement.

En présence de ces manœuvres, il était urgent de procéder à l'unification de toutes les organisations

officielles existant en France et de n'en conserver qu'une seule, représentante exclusive de l'Office du gouvernement de Galicie, qui pût se présenter aux yeux des cultivateurs comme investie d'un véritable monopole et détruire ainsi l'influence des placeurs interlopes. C'est à cette conclusion nécessaire qu'aboutissait récemment, en un remarquable travail, fortement documenté, auquel nous empruntons la plupart de ces détails, M. Numa Raflin, enquêteur à l'Office du travail (1). Il appelait de tous ses vœux une solution, alors en voie de réalisation grâce à l'initiative de plusieurs personnalités de la colonie polonaise de Paris, et qui aujourd'hui se trouve un fait accompli.

Depuis le mois de décembre dernier en effet, tous les organismes cités plus haut ont disparu, tant les principaux que les accessoires ; le bureau de la rue Lacuée a fermé ses portes, et l'agence de Nancy n'existe plus. C'est une Société nouvelle, *la Polonia*, dont le siège central se trouve à Paris, rue de Seine, 31, qui devient aujourd'hui, sans aucun intermédiaire, le seul trait d'union entre les agriculteurs français et l'office du gouvernement galicien. Très fortement organisée, confiée à des mains très fermes, elle fera enfin, on a tout lieu de l'espérer, sortir le

(1) *L'Office du Travail*. Livraisons de novembre et décembre 1911.

mouvement polonais de ses tâtonnements et lui donnera, pour le bien de notre agriculture, tout le développement dont il paraît susceptible.

2° Répartition des ouvriers polonais en France.

Si l'on considère d'ailleurs les premiers résultats, dans la mesure où la confusion résultant des sources diverses et souvent un peu troubles d'immigration permettent de s'en rendre compte, ils n'ont rien de décourageant. Nous empruntons les détails qui suivent à M. Raflin ; il les donne avec quelques réserves ; nous accentuerons encore ces réserves sur certains points.

Le mouvement, d'après lui, se serait fait sentir, du printemps 1908 à la fin de 1910, dans les 32 départements suivants : Ain, Aisne, Allier, Ardennes, Aube, territoire de Belfort, Cher, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Gers, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loiret, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Oise, Orne, Haute-Saône, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Vosges et Yonne.

Qu'on ait trouvé des traces de passage d'ouvriers polonais dans les départements précités, même dans l'Isère, qui survient ici d'une façon bien inattendue, on n'en peut douter, puisque les statistiques officielles que M. Raflin a eues entre les mains l'éta-

blissent, mais il a raison d'ajouter que la répartition de ces ouvriers dans ces diverses régions a été fort inégale. Pour nombre d'entre elles l'immigration a dû être assez peu marquée. On s'étonne même de voir l'auteur citer parmi les départements qui ont reçu le plus grand nombre de ces travailleurs, — à côté de la Meurthe-et-Moselle qui occupe tout naturellement la tête du mouvement, à côté de la Meuse, à côté de la Côte-d'Or où la question a pris beaucoup d'ampleur par suite des nécessités de la main-d'œuvre forestière et du récent congrès de Dijon sur la dépopulation des campagnes, enfin à côté de la Haute-Marne, — l'Oise, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne où, de l'aveu même du directeur de la *Polonia*, nous avons constaté au contraire beaucoup de lenteur et d'hésitation de la part des propriétaires à entrer dans cette voie nouvelle. Il faudrait admettre alors, au début, une poussée vers ces départements, sans résultat décisif et suivie d'un ralentissement qui se prolonge.

Quant aux statistiques numériques, M. Raflin les présente en faisant remarquer qu'à cause des déplacements fréquents des ouvriers polonais, les chiffres que l'on peut recueillir n'ont qu'une valeur tout à fait approximative, et qu'il est difficile notamment de distinguer entre ceux qui sont embauchés pour une année et ceux qui sont embauchés pour une saison. Il estime, au demeurant, qu'il est venu en

France, de 1908 à 1910, environ 10.000 Polonais, dont 1200 femmes ou jeunes filles et 250 ménages, sur lesquels 5000 au moins se trouveraient encore occupés en France, la plupart comme ouvriers à l'année.

Le directeur de la *Polonia* se montre moins optimiste dans ses appréciations; tout en déclarant n'avoir pas tous les renseignements lui permettant d'établir une évaluation absolument précise, il estime qu'il doit exister actuellement en France 2400 ouvriers polonais, la plupart dans les départements de l'Est. Il espère, du reste, que ce nombre s'accroîtra très sensiblement en 1913. Et M. Montenot se montrait également réservé lorsqu'il estimait, l'année dernière, à 400 le nombre des Polonais venus dans la Côte-d'Or en deux ans.

Salaires et manière de vivre.

Divers projets de contrats avaient été élaborés par les différentes sociétés qui se sont occupées de l'émigration polonaise; les premiers ayant montré, à l'expérience, bien des défauts pratiques, notamment sur la question de la durée des heures de travail et celle, très sérieuse de la liberté des exercices religieux, ont été remaniés: des modifications successives ont été introduites dans les rapports entre patrons et ouvriers. Enfin, la *Polonia*, dès sa constitution, a établi un projet type qui semble bien correspondre exactement à la situation actuelle.

La distinction existant au début entre les ouvriers à l'année et les ouvriers de saison y est, en fait, supprimée; l'escouade s'engage pour un nombre de mois qu'elle détermine elle-même, et qui peut par suite, à son gré, affecter la forme d'une migration saisonnière ou d'un déplacement plus prolongé.

Les travailleurs sont divisés en 4 catégories :

1° Hommes forts de 25 à 40 ans, sachant faucher ;

2° Hommes de force moyenne de 20 à 40 ans ;

3° Jeunes gens de 18 à 20 ans et femmes ou filles de 18 à 40 ans pour le service des étables et les travaux des champs.

4° Jeunes garçons et femmes ou filles de 18 à 40 ans pour travaux d'intérieur.

Les salaires suivants sont prévus :

TARIF A. — Régions Nord, Nord-Est, Est et la région de Paris

Catégories	SALAIRES PAR MOIS				
	Les 3 premiers mois (par mois)	Les autres 9 mois (par mois)	Supplém. pour Juillet, Août (par mois)	Prime-cau- tionnement à l'expiration du contrat	Total pour l'année
1	20	40	15	60	510
2	17	35	15	54	450
3	12	28	12	48	360
4	11	25	10	42	320

TARIF B. — Autres régions de la France (Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest, Midi, Sud-Est et le Centre)

SALAIRES PAR MOIS

Catégories	Les 3 1 ^{ers} mois	Les autres 9 mois	Supplém. pour Juillet Août (par mois)	Prime-cautionnement à l'expiration du contrat	Total pour l'année
1	15	35	15	60	450
2	13	31	14	54	400
3	10	26	10	48	332
4	9	23	8	42	292

En cas de prolongement du contrat, la prime est supprimée, mais les salaires sont fixés comme suit :

TARIF A

Catégories	Du 1 ^{er} septembre au 30 juin (par mois)	Juillet et Août (par mois)	Total pour l'année
1	48	65	610
2	42	60	540
3	35	50	450
4	32	45	410

TARIF B

Catégories	Du 1 ^{er} septembre au 30 juin (par mois)	Juillet et Août (par mois)	Total pour l'année
1	43	60	550
2	40	50	500
3	34	45	430
4	31	40	390

La prime-cautionnement est versée par le patron au moment de la signature du contrat à *la Polonia*, qui établit ce dépôt au compte nominatif de chaque ouvrier. Elle est payée à celui-ci : 1° Quand il a accompli exactement ses obligations; 2° Quand la rupture du contrat provient de la faute du patron; 3° Dans le cas d'accident grave qui le forcerait à retourner dans son pays. En cas de décès, cette somme est versée à sa famille. Au contraire, au cas où l'engagement se trouve rompu par sa faute, il perd tout droit à ce dépôt, qui est remboursé par la société au patron, sous déduction de la somme qui pourrait être due à l'ouvrier pour salaires impayés.

Le patron a à sa charge les frais du voyage de l'ouvrier, aller et retour. Les premiers sont fixés à forfait et versés à la *Polonia* au moment de la commande des ouvriers. Les seconds sont estimés à 60 fr. pour les ouvriers du tarif A, et à 72 fr. pour ceux du tarif B. Le patron s'en acquitte en versant mensuellement à la société, pour les premiers, une somme de 5 fr., pour les seconds une somme de 6 fr., quand leur engagement est d'une année entière; s'il s'agit d'ouvriers saisonniers, le patron s'acquitte également par versements mensuels qui correspondent au chiffre total de ces frais, divisé par le nombre de mois d'engagement.

Le patron retient à chaque ouvrier 0 fr. 75 par

mois et à chaque ouvrière 0 fr. 50 pour les versements obligatoires à la caisse des retraites.

En ce qui concerne le logement, les dispositions suivantes sont convenues :

Les familles et les ménages ont droit à un logement à part. Les ouvriers ou les ouvrières célibataires sont logés séparément : femmes ensemble, hommes ensemble. Les logements doivent être secs, sains, abrités contre le vent ou la pluie et suffisamment chauffés en hiver. Si les ouvriers sont nombreux, le patron doit, en outre, mettre à leur disposition une chambre commune où ils peuvent se réunir et faire leur toilette; cette même pièce peut servir éventuellement de cuisine, de réfectoire et de buanderie.

Pour la nourriture, trois systèmes ont été prévus, au choix des contractants :

1° Les ouvriers sont nourris par le patron. La nourriture, en ce cas, devra être saine et abondante, semblable à celle que reçoivent les ouvriers français de la région. Le repas de midi et du soir comprendra notamment un tiers de litre de vin, ou un demi-litre de bière ou de cidre, et de la viande, sauf le vendredi.

2° Les ouvriers font eux-mêmes leur cuisine. Le patron doit fournir gratuitement aux ouvriers les approvisionnements suivants par ouvrier et par semaine :

5 kilog. de pain ; 12 kilog. $1/2$ de pommes de terre ; $3/4$ kilog. de viande fraîche ; 1 kilog. $1/2$ de lard ; 1 kilog. $1/2$ de riz ; $1/2$ kilog. de farine et $1/4$ de kilog. de sel. De plus, par jour et par ouvrier : un litre de lait non écrémé et $1/2$ litre de vin ou un litre de bière ou de cidre.

Ces produits, destinés exclusivement à la nourriture des ouvriers, ne peuvent être vendus, ni échangés par eux. La cuisine est faite par un ouvrier ou une ouvrière qui dispose de sa matinée quand le nombre de personnes à nourrir ne dépasse pas 15, de la journée dans le cas contraire. L'ouvrière chargée de la cuisine s'occupe en même temps du blanchissage du linge des ouvriers, elle est payée par le patron. Au-dessus de 20 ouvriers, il est adjoint au cuisinier ou à la cuisinière un aide par 25 ouvriers en plus, payé par le patron.

Il va de soi que le patron doit également fournir gratuitement les ustensiles de cuisine, dont les ouvriers restent responsables, ainsi que le bois et le charbon.

3° Les ouvriers reçoivent une indemnité d'entretien. Dans ce cas chaque ouvrier reçoit chaque soir une somme de 1 fr. 50, quel que soit son âge et son sexe, et l'escouade règle sa nourriture comme elle l'entend. Le patron doit seulement lui fournir le

local servant de cuisine, lui prêter les ustensiles nécessaires et lui faciliter l'achat des denrées.

Le travail quotidien est réglé selon la coutume locale. Cependant, il ne devra pas durer plus longtemps que de 5 heures du matin à 7 heures du soir (du 1^{er} mars au 1^{er} novembre). Exceptionnellement, pendant la fenaison et la moisson, il pourra durer de 4 heures du matin à 7 heures du soir. Pour la période du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, il durera de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Pour la période du 1^{er} mars au 1^{er} novembre, il y aura trois interruptions de travail : l'une de une heure et demie pour le dîner et deux d'une demi-heure chacune pour le déjeuner et le goûter. Pour la période du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, les interruptions ne seront que de deux : l'une de une heure 1/2 pour le dîner, l'autre d'une demi-heure pour le déjeuner.

Exceptionnellement, après entente mutuelle, l'ouvrier pourra accomplir des travaux à la tâche aux prix de la localité pour les ouvriers français et belges. Pendant ces travaux, il ne recevra plus de salaire mensuel, et, s'il est nourri par le patron, ce dernier lui retiendra, sur son salaire de tâcheron, 1 fr. par jour pour la nourriture.

Le chômage des jours fériés est réglé par des dispositions minutieuses et précises dont la nécessité se faisait vivement sentir; ç'avait été, en effet, dans

les tâtonnements du début, la source de regrettables conflits. Bien des patrons, malheureusement, ne comprenant pas la profondeur et la grandeur du catholicisme du peuple polonais, émettaient la prétention d'imposer à leurs nouvelles recrues le travail du dimanche. Cette situation avait vivement préoccupé les compatriotes des arrivants, surtout la comtesse Zamoïska, et leurs chefs religieux s'en étaient émus également ; une lettre de l'archevêque de Cracovie à Mgr Gibier, évêque de Versailles, contient l'écho éloquent de ses préoccupations paternelles. D'un autre côté, les Polonais, par excès de scrupules, prétendaient se réserver la faculté de chômer toutes leurs fêtes religieuses, bien plus nombreuses qu'en France.

Le nouveau contrat établit nettement le chômage des dimanches et des fêtes françaises, et de celles-là seulement. Il y est inséré, pour rassurer la conscience des ouvriers, cette remarque que « les autres fêtes célébrées en Pologne ont été remises en France, avec le consentement du Saint-Siège, aux dimanches suivants ». Du reste une récente encyclique du Pape établissant, pour toute la chrétienté, un régime analogue, à une ou deux solennités près, à celui de la France, contribuera encore sans doute à aplanir toute difficulté.

Les dimanches et les jours fériés, les ouvriers ne

travailleront pas aux champs. Ceux qui conduisent ou soignent le bétail, seront obligés de donner aux animaux les soins nécessaires ; les cuisinières et les bonnes d'intérieur travailleront seules comme à l'habitude, mais, comme tous les autres travailleurs, elles devront avoir le temps nécessaire pour assister à la messe.

Le cas des travaux urgents, autorisés exceptionnellement par l'Église, est également prévu, mais il est bien stipulé qu'ils ne pourront commencer qu'après la grand messe et moyennant une rétribution supplémentaire fixée par heure :

1° pour les ouvriers des deux premières catégories, à trente centimes ;

2° pour ceux des deux dernières, à vingt centimes.

Il faut ajouter, pour être complet sur cette question, que la Société de protection, fondée par la Comtesse Zamoïska, s'occupe très activement des intérêts religieux des ouvriers ; elle a recueilli, en Pologne même, des capitaux assez importants pour qu'un prêtre de cette nationalité puisse, chaque année, parcourir toutes les campagnes où se trouvent employés ses compatriotes et leur apporter la consolation d'entendre l'Évangile prêché dans leur langue natale.

Pour diminuer encore toute chance de conflits, les

clauses de résiliation réciproque sont réglées avec le même soin par le nouveau contrat, dans des termes précis qui ne laissent place à aucune équivoque.

Valeur et rendement de travail

Il faut espérer qu'avec des clauses aussi soigneusement réglées et une organisation aussi sérieuse, l'immigration polonaise, assez hésitante à ses débuts, va prendre une allure décisive. Elle nous apporterait un important contingent d'ouvriers d'une race sympathique à la nôtre et, permettant la continuation de la vie de famille, elle réduirait peut-être au minimum les inconvénients inhérents aux migrations temporaires.

Sur la valeur de ces ouvriers, sans doute, il est encore prématuré de porter des conclusions bien nettes. L'œuvre qu'ils ont accomplie chez nos voisins, dans ces vraies « casernes allemandes où ils se sont signalés par leur endurance et leur discipline », plaide évidemment en leur faveur. Réussiront-ils aussi bien chez nous où les conditions de la culture sont fort différentes ? Il serait téméraire de l'affirmer, mais il serait encore plus injuste de conclure, de quelques échecs initiaux, à un défaut d'adaptation essentiel. Le recrutement, parfait chez nos voisins de l'Est et leur apportant un contingent d'ouvriers agricoles nettement spécialisé, n'a, paraît-il, pas été

accompli jusqu'à présent avec la même méthode pour notre pays, les premiers apports qui nous ont été faits comprenant bien des éléments insuffisants, recueillis à la hâte. Et aussi, on a pu le voir, la direction du mouvement apparaissait-elle éparpillée et pas toujours heureusement inspirée. L'institution d'un organisme unique mais fort va sans doute changer la face des choses.

Deux grands obstacles apparaissent tout d'abord : la question religieuse, — et elle paraît aujourd'hui réglée, — et la question de la langue. Ignorant absolument le français, l'ouvrier polonais se trouve isolé au milieu des campagnes françaises ; et c'est pour cela que les essais qui ont été faits jusqu'à présent, pour les employer individuellement, ont tout à fait échoué ; le mal du pays les prend rapidement, et c'est sans doute à cette cause qu'il faut attribuer leur facilité à rompre leurs contrats, que leur ont reprochée un grand nombre d'agriculteurs. Les clauses très précises prévues par *la Polonia* diminueront sans doute ces défections. Il faut remarquer aussi que, dans certains départements, comme la Côte-d'Or, dominant les moyennes exploitations, n'occupant qu'un ou deux ouvriers. Le patron de ces exploitations hésite à prendre un ouvrier étranger et ne le prend qu'à contre-cœur, embarrassé lui-même, dans les ordres et les rapports de travaux,

de la peine qu'il a à se faire comprendre de son subordonné.

Le Congrès de Dijon avait rédigé un magnifique et très détaillé questionnaire. D'après les spécimens des plus intéressantes réponses qu'il publie, il ne semble pas que la question de l'immigration des ouvriers étrangers ait beaucoup intéressé les indigènes questionnés. Sur trois de ces réponses qui parlent des Polonais, la première est favorable, la seconde hésitante, et la troisième hostile.

De Villy-le-Moutiers, dans le canton du fameux cru de Nuits-Saint-Georges, on signale « 20 étrangers venus comme domestiques et on en désire vivement d'autres ». De Brognon, canton de Dijon-Est, on avoue que « le manque de main-d'œuvre fait désirer les étrangers, mais qu'en même temps on craint leur concurrence ». Enfin de Beurizot, dans l'Auxois, on déclare nettement « qu'un essai de Polonais n'a pas donné de bons résultats ; qu'ils ont hâte de retourner dans leur pays ». Ce sont probablement les habitants de Brognon dont l'hésitation marque le mieux l'état actuel respectif de ceux qui cherchent des ouvriers et des étrangers qu'ils essaient.

Il faut attendre l'accoutumance et l'espérer, surtout si les Polonais reçoivent dans nos campagnes l'accueil auquel ils ont droit, ce qui, malheureusement, ne paraît pas avoir été tout à fait la règle dans les

débuts. M. Numa Raflin signale à ce propos des faits très regrettables, des ouvriers traités matériellement comme un véritable bétail et même brutalisés. Il faut espérer qu'on ne reverra plus ces scènes pénibles. Les Polonais sont bien moins difficiles que leurs camarades français au point de vue de la nourriture et du couchage, mais il ne faudrait pas en abuser.

Mlle Ildwige de Chmielewska, au Congrès de Dijon, ayant interrogé plusieurs de ses compatriotes sur place, disait :

« Mais il faut avoir pour eux des égards, sans quoi il y a un mécontentement réciproque qui explique les plaintes qui se sont produites parfois. Ceci n'arriverait pas si on traitait ces gens avec bonté, et non comme des bêtes de somme appelées à produire le plus possible. Le Polonais, comme le Français, demande à être élevé et non abaissé. »

Et elle disait encore :

« Les Polonais ont beaucoup d'affinité avec la race française : gaieté, générosité leur sont communes, et beaucoup d'autres points aussi. Ce qui leur manque ici pour rendre au pays les services qu'ils pourraient rendre, c'est d'abord la connaissance de la langue française, ensuite leur isolement au milieu de populations étrangères.

« Il faudrait donc d'abord les réunir autant que possible dans les localités voisines, ce qui leur per-

mettrait de se soutenir mutuellement, ensuite leur faciliter l'étude de la langue, en un mot les grouper en syndicat. Alors, ils pourraient, étant de très bons ouvriers agricoles, rendre à votre pays les services qu'on attend d'eux.

« Un syndicat semblable, présidé par un Français, leur ferait faire rapidement l'apprentissage des méthodes françaises, ce qui leur serait facile, étant donné leur amour du sol. »

Il faut noter du reste que la différence de langue n'est peut-être pas aussi terrible qu'elle le paraît au premier abord ; on a remarqué, contrairement aux prévisions, que bien des Polonais se familiarisaient assez vite avec la langue française (1). Le travail par escouades sera du reste sans doute toujours le plus pratiqué, et il atténue beaucoup, s'il ne les supprime complètement, les chances de la nostalgie du sol natal, qui leur est familière.

Le vœu émis par Mlle Chmiclewska était conforme à celui de M. Montenot de grouper les Polonais en village, vœu auquel s'associait, malgré quelques réserves, le rapport final de M. Germain-Martin, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon :

« La Côte-d'Or compte deux cents recrues. Ils y res-

(1) Les Polonais ont une grande facilité pour apprendre les langues étrangères : on s'en aperçoit en observant avec quelle rapidité les étudiants et les étudiantes polonaises, nombreux à Paris, se familiarisent avec notre langue.

tent stationnaires. M. Montenot indique qu'il y aurait lieu de prendre certaines mesures pour augmenter leur contingent : grouper ces Polonais en villages. Ils auraient ainsi la possibilité de créer des liens d'amitié qui les rendraient plus sociables et les attacheraient au pays. Mais la nature fait surgir, dans certaines régions, des obstacles. En Morvan, elle impose la culture par fermes isolées, ce qui exclut toute idée de groupement. »

M. Montenot, appréciant d'autre part le caractère facile, consciencieux, des ouvriers qu'il avait vu employer, ajoutait que l'accoutumance nécessaire devait se faire non seulement en les groupant pour combattre les effets de l'isolement, mais en prolongeant le contrat au-delà d'un an, période jugée par lui trop courte pour apprendre à cet ouvrier de bonne volonté, mais qui ne sait presque rien de la culture, le maniement des outils et des bêtes, attendu qu'à ses débuts on est obligé de le réduire au rôle de chargeur de fumier ou de piocheur de betteraves. Les paroles du rapport de M. Germain-Martin appuyant cette manière de voir furent vivement approuvées par les applaudissements du Congrès.

En somme, des appréciations très contradictoires émises jusqu'à présent par ses employeurs, il faut retenir que l'ouvrier polonais est intelligent, qu'il s'adapte facilement aux nouvelles méthodes de cul-

ture, et se montre apte aux travaux les plus divers (le bûcheronnage de la Côte-d'Or, par exemple, encore que l'expérience ne soit pas décisive); qu'il est assez lent, mais laborieux; que, de caractère doux et un peu passif, mais assez méfiant, il est discipliné et facile à conduire, lorsqu'on sait s'y prendre. Les qualités semblent dépasser beaucoup les défauts, et ceux-ci résultent peut-être en partie de la connaissance imparfaite que nos cultivateurs ont encore de son caractère. Ce qui semblerait le prouver, c'est que les agriculteurs lorrains, qui ont reçu le premier courant de son immigration et qui ont eu déjà le loisir de l'étudier et de se rendre compte de sa valeur, sont unanimes à s'en déclarer satisfaits.

6. — Flandre et Départements du Nord.

Ici nous retrouvons, comme éléments étrangers, les Belges et les Polonais. On vient de voir dans quelle mesure, plus faible encore que pour l'Ile-de-France, les seconds y ont fait leur apparition; M. Raflin, dont la statistique paraît établie sur des bases très larges, constate, pour cette région, leur venue seulement dans deux départements : les Ardennes et la Somme. Il n'y a donc pas lieu d'insister, pour le moment, sur ce point.

Restent les Belges, qui sont au contraire très nombreux, plus nombreux même que dans l'Ile-de-France, car il ne s'agit pas seulement ici d'une immigration industrielle, et le phénomène ne se présente plus seulement sous la forme d'exodes saisonniers, mais sous celle très particulière et très curieuse de passages quotidiens de la frontière. En dehors des caractères généraux que nous avons étudiés suffisamment pour ne pas avoir à y revenir, il nous reste donc à examiner, en ce qui concerne nos voisins, certains détails particuliers à la région du Nord.

Particularités des migrations belges dans le Nord.

Nous n'avons qu'à noter, en passant, l'immigration définitive des Belges en France. Nous avons déjà vu que l'on évaluait à 30.000 personnes la colonie belge de Paris ; dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et des Ardennes, on trouve un nombre considérable d'entre eux. M. Ringelmann n'évalue pas à moins de 480.000 le nombre total des immigrants de ce pays chez nous et estime que ce chiffre, qui ne représente pas moins de la 13^e partie de sa population totale, se répartit pour les deux tiers

(1) *Bulletin d'encouragement pour l'industrie nationale*, octobre 1910, janvier et juin 1910. Étude déjà citée.

dans ces trois départements. Beaucoup se marient dans leur nouveau pays d'adoption et se font naturaliser, mais un certain nombre d'entre eux conservent leur nationalité d'origine, d'autant plus que le Belge est très fier de l'importance prise par sa petite patrie et, par tempérament, très particulariste.

Si l'on considère que ces indications statistiques ne concernent absolument que les Belges fixés en France, et ne tiennent aucun compte des émigrants temporaires dont l'exode n'est susceptible que d'évaluations très approximatives, on est frappé immédiatement de la grandeur de l'appoint apporté par la Belgique à notre population décroissante.

Si l'on se place au point de vue de ce dernier pays, on constate pourtant que ce mouvement vers la France ne représente encore qu'une fraction, la plus nombreuse il est vrai, de l'exode de ses habitants. D'autres courants, composés surtout de briquetiers, se dirigent vers l'Allemagne et vers d'autres pays plus lointains ; on en rencontre jusque dans le nord de l'Espagne.

Pour revenir en France, nous trouvons à notre frontière une migration très particulière pour laquelle, à cause de sa nature, il est impossible de fixer aucun chiffre, mais qui certainement s'applique à un grand nombre de travailleurs. Ce sont pour la plupart des ouvriers industriels employés dans les gran-

des usines ou dans les briqueteries des départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais on y remarque également un certain nombre d'hommes employés à la culture, spécialement à la culture des betteraves. Ils usent des très grandes facilités que leur procurent les chemins de fer belges pour venir passer leur journée en France et rentrer chaque soir chez eux, leur besogne terminée; d'autres viennent chez nous toute la semaine, retournent passer leur dimanche en famille et reviennent le lundi.

A cette époque surtout de raréfaction extrême de la main-d'œuvre forestière, une migration locale très curieuse, particulièrement observée par le socialiste Vandervelde, doit être notée. C'est celle des bûcherons sabotiers du Luxembourg belge. Dans certaines communes de cette province, les terres arables sont rares, les habitants n'ont d'autre ressource que le travail du bois qui, chez eux, ne suffit pas à les faire vivre. Aussi vont-ils passer la plus grande partie de l'année hors de leurs foyers. En juin, tous les hommes valides s'en vont de l'autre côté de la frontière, dans la forêt française de Fumay ou de Charleville, où ils s'installent en des huttes de terre et de branchages, et, tout en remplissant l'office de bûcherons, ils s'occupent à fabriquer des sabots. Ils reviennent chez eux en juillet pour la fenaison et retournent en août moissonner en France. Jadis toute la

famille émigrerait, sauf la mère, qui gardait la maison. Actuellement le bien-être s'est un peu accru, et le bétail, ce signe sensible de l'aisance du cultivateur, a fait son apparition, en plus ou moins grand nombre, mais très généralement dans les diverses demeures; aussi les hommes s'expatrient-ils seuls, et les fils restent au logis pour aider leur mère à soigner les animaux.

Sauf ces quelques observations, les migrations des Belges dans le nord de la France ne diffèrent pas sensiblement de celles que nous avons déjà eu l'occasion d'étudier, en examinant leur passage dans les autres régions.

Tels sont les faits, autant qu'il est possible de les saisir et de les apprécier. La fluidité qui est comme l'essence du phénomène, sur lequel nous devons maintenant conclure, empêche d'en faire une analyse rigoureuse : nous avons vu que, pour ce qui concerne par exemple les Polonais, les appréciations numériques des rapports les plus compétents et les mieux renseignés sont vagues et ne concordent pas toujours.

Ce que nous avons ainsi groupé d'indications nous suffit pourtant à déduire les conséquences et à tenter des conclusions.

TROISIÈME PARTIE

Conséquences et Conclusion

Il nous reste maintenant à conclure sur le fait des migrations et ses conséquences.

Pour cela, nous nous placerons successivement aux deux points de vue suivants :

- 1° les pays envoyeurs de main-d'œuvre temporaire ;
 - 2° les pays demandeurs.
-

CHAPITRE I

CONSÉQUENCES ET CONCLUSIONS QUANT AUX PAYS ENVOYEURS.

Et d'abord nous nous occuperons de la partie que les faits nous ont révélée comme étant la plus importante : la migration internationale, de campagne

étrangère à campagne française. Nous avons vu qu'à l'inverse de ce qui se produisait autrefois, la migration interrurale de campagne française à campagne française n'est que subsidiaire : nous ne nous occuperons d'elle qu'en seconde ligne.

a) Pays envoyeurs étrangers

Qu'il s'agisse de la Belgique, de la Pologne ou de l'Italie, les pays envoyeurs ont considéré qu'il était de nécessité, pour le bon résultat des migrations temporaires de leurs nationaux en France, qu'elles fussent groupées et organisées. Nous avons indiqué et examiné pour ces trois migrations des documents dans ce sens. Il n'y a que pour les Espagnols que nous n'avons point de semblables indications.

Pour les Belges un contrat les relie et une organisation religieuse les surveille.

Pour les Polonais il en est de même.

Pour les Italiens une œuvre s'est créée dans le même sens : c'est l'œuvre de Mgr Bonomelli, dont est inspiré le tract de MM. Dosio et Vercelli que nous avons déjà cité.

Les Polonais ne sont venus que sur l'instigation des diverses organisations aujourd'hui centralisées à la *Polonia*, sous la direction du Dr Vacqueret. Enfin l'abbé Seyssens, curé de l'église belge de la rue de

Charonne, a organisé un service d'aide et d'appui religieux, moral et juridique, pour ses compatriotes immigrés chez nous.

Trois points en effet doivent préoccuper ces pays envoyeurs : protéger chez leurs nationaux migrants leur caractère traditionnel, leur valeur morale, leur situation matérielle.

Trois points ont failli être les pierres d'achoppement d'un début d'émigration comme celui des Polonais : le mal du pays, la différence de religion et de mœurs, la faiblesse de l'étranger désarmé, s'il était seul, dans un pays dont il ne connaissait ni la loi, ni la langue (1).

En effet, ou l'ouvrier migrant ne s'habituerait pas et il reviendrait plus malheureux et plus découragé dans son pays, avant l'expiration de la période prévue, rompant ainsi son contrat dont il perdrait tout le bénéfice ; ou bien il s'habituerait trop, si je puis dire : les mœurs du pays étranger le séduiraient ; le moindre degré de religiosité lui ferait perdre sa religion ; ou il s'assimilerait la langue nouvelle et s'attacherait par quelque aventure sentimentale, ou il serait lié par un contrat draconien qu'il aurait signé sans le

(1) Pour tout ce qui concerne la condition juridique du travailleur étranger au point de vue international, consulter la thèse très complète de M. J. Bellamy-Brown : *La protection internationale des travailleurs et les accidents du travail*. Paris, 1909.

bien comprendre, et il ne rentrera plus dans son pays. Or, les mœurs nouvelles qu'il assimilera fussent-elles excellentes, la largeur d'esprit qu'il acquerra en matière de religion fût-elle estimable, le contrat de travail le liant pour longtemps ou l'accord sentimental l'attachant pour jamais fussent-ils conclus dans les meilleures et les plus loyales conditions, le pays envoyeur doit craindre dans tout cela de perdre un homme de chez lui. Et il peut le perdre partiellement ou tout à fait : tout à fait, s'il déserte à tout jamais sa terre natale ; partiellement, s'il ne revient dans son pays que pour y rapporter une individualité transformée, moins conforme à celle de sa race, moins attachée à elle par conséquent, et prédisposée à l'internationalisme ou à une nouvelle désertion cette fois définitive (1).

Un pays qui envoie ses nationaux miséreux travailler dans un autre pays, nécessairement en bras et riche en argent, doit donc espérer voir rentrer chez lui la somme d'enrichissement matériel de tous les ouvriers qui reviennent, et doit craindre de perdre la richesse personnelle et active soit de quelques-uns de ses nationaux, soit seulement de leur solidarité natale patriotique.

(1) En Sicile par exemple, il s'est produit un tel déplacement de dépopulation agricole, que des régions entières sont en friches.

Ces craintes sont justifiées dans la migration non groupée et non organisée : l'individu isolé est ou plus vite découragé ou plus durement exploité ou plus facilement assimilé par son entourage.

La migration groupée devient, au contraire, une sorte de colonisation temporaire. L'homme vit, hors de chez lui, la vie même qu'il mènerait chez lui dans ses points essentiels : il a là ses compatriotes, il a son prêtre, il a son contrat-type et les chefs de son organisation qui le sauvegardent.

Ainsi, il ne se décourage pas, sentant moins l'exil ; il a des frères pour parler du pays et du retour, et pour garder son union nationale même loin de sa nation ; il ne s'effraie pas des mauvaises gens, sachant qu'il pourra, en justice, soit se défendre, soit agir. La possibilité, comme dans les grandes fermes de l'Île-de-France, d'amener sa femme et même des enfants en âge de travailler le garantit des plus tristes passions auxquelles l'extrême liberté dans l'isolement poussera l'homme le plus honnête.

A ce point de vue, la migration polonaise, on l'a vu par son contrat, quoique étant la plus récente, est la mieux organisée.

La migration belge est aussi attentivement établie.

La migration italienne, en dépit de *l'Assistance aux ouvriers italiens émigrés*, est plus flottante.

La migration espagnole doit coûter plus qu'elle ne

rapporte à l'Espagne, moralement et en population, car elle n'est groupée que par petites entreprises. Beaucoup d'Espagnols, en effet, se sont depuis une quarantaine d'années fixés définitivement dans tout le Midi et le Sud-Ouest de la France, notamment pour le commerce des fruits exotiques. Il faut ajouter que, dans toutes les diverses parties de la France, les Espagnols sont le plus en rapport de proximité de caractère, de tempérament et de mœurs avec la partie où ils émigrent. L'unité du caractère national de l'Espagne n'est d'ailleurs pas aussi nette que celle des Italiens, des Flamands ou des Polonais. Des environs de Barcelone, au nord du Roussillon, les habitants des deux pays ont peine à ne pas se considérer comme d'une même nation : la Catalogne.

Au reste, sauf la Pologne, dont la nation asservie est détruite, tous les pays envoyeurs se plaignent de devoir envoyer et souhaitent la fin de ces exodes. Et nous l'avons vu, pour les Italiens et les Belges ces exodes tendent plutôt à diminuer. N'accuse-t-on pas la France même de corrompre ces hôtes salariés ? Ainsi, nous peint-on les Italiens comme de pauvres moutons naïfs que les suggestions ambiantes rendent enragés sans qu'ils en soient responsables : « Dans les grèves, c'est l'ouvrier italien qui est le porte-drapeau et la sentinelle perdue ; dans les crimes politiques, il est le fidèle mandataire. Il suffit de

rappeler les Caserio, Luccheni, Angiollilo (1). » Il ne faudrait pas exagérer ainsi la responsabilité de l'isolé. Toutefois, MM. Dosio et Vercelli insistent avec raison sur ce fait que l'émigration italienne est plus en danger que les autres de ce qu'elle est davantage composée d'illettrés : c'est-à-dire qu'elle a besoin d'être garantie plus et mieux encore que les autres migrations similaires.

En résumé : dans la migration de campagne étrangère à campagne française, le pays envoyeur cherche un bénéfice matériel qu'il obtient généralement jusqu'à des chiffres assez considérables (voir par exemple les Lucquois en Corse), et il risque une perte morale ou numérique au point de vue de ses émigrants; il peut pallier dans une large mesure à ce danger en protégeant la migration, en la tenant dans une forme de solidarité groupée, en lui déléguant les prêtres, en lui envoyant les livres et les journaux chargés de lui garder une ambiance traditionnelle, en lui affectant des jurisconsultes ou des chefs capables de la défendre ou de la conseiller.

Voilà pour l'immigration étrangère, au point de vue de ses conséquences sur les pays mêmes qui l'envoient.

(1) Dosio et Vercelli, *op. cit.*

b) Pays envoyeurs français

Du point de vue toujours du pays envoyeur, la migration interrurale doit, comme la migration internationale, être groupée et assistée.

Toutefois, ainsi que nous l'avons observé pour les Espagnols, la parité des mœurs, des tempéraments et des caractères pourrait atténuer les dangers de la migration pour les populations migratrices.

Il est bien évident que plusieurs considérations semblent militer en ce sens, lorsque, au lieu de venir de bien loin, par delà une frontière qui est ancienne, non seulement de fait, mais de principe — je veux dire comme séparation de race, de mœurs, de lois, de religion et de langue, — le groupe migrateur ne vient que d'une province de France à une autre province de France.

Ces conditions différentes sont les suivants :

1° La distance est généralement peu considérable.

2° La distance paraît même moins considérable qu'elle n'est en réalité, par suite de plusieurs faits secondaires :

a) La connaissance géographique (depuis l'instruction primaire) du pays où va le groupe migrateur ;

b) La facilité des communications qui a pu faire venir dans son propre pays des étran-

gers du pays où il va, et la rapidité de ces communications qui lui permet un prompt retour en cas d'accident, maladie grave ou deuil de famille ;

c) La facilité et le bon marché des échanges postaux.

3° La langue ne change pas, — à part quelques patois locaux ; mais il n'y a plus guère de régions en France, même en Bretagne, où, sauf les très vieux, les paysans ne puissent converser en français.

4° Les mœurs ne changent pas beaucoup plus que la langue.

5° Quelle que soit la province où il va, le migrateur sait qu'il ne change pas de loi — la part d'application des coutumes locales, même devant les juges de paix, étant d'une étendue minime.

En un mot, tout ce qui fait l'unité de la France facilite l'accoutumance du migrateur ; et la France n'est pas si grande que ses variations de climat et de température dans l'un ou l'autre sens — sud au nord, est à l'ouest — soient de nature à rebuter sérieusement cette accoutumance, sauf quelques cas individuels.

Ainsi la migration interrurale française ne semble pas devoir présenter, au point de vue des pays envoyeurs et des populations migratrices, les incon-

vénients que présente l'immigration des étrangers à leur point de vue national.

Jamais, d'ailleurs, dans l'histoire des antécédents on ne trouve — de provinces françaises à provinces françaises — des migrations organisées et groupées, comme celles que nous voyons venir chez nous de l'extérieur.

Eh bien, malgré l'apparence première, la migration interrurale a aujourd'hui des inconvénients graves qu'elle n'avait pas autrefois, et ils viennent justement de l'excessif développement des conditions qui, par comparaison avec les migrations étrangères, nous ont d'abord paru avantageuses.

La comparaison n'est pas toujours une base de raisonnement juste. Il est certain que, des deux dangers signalés pour les étrangers — l'isolement qui les décourage et les enlève avant la fin de leur contrat à leur travail, ou la trop facile accoutumance qui peut les garder et les enlever à leur pays, — le premier danger est le plus grand.

Pour nos migrations interrurales il n'existe pas ; mais c'est le second qui se présente : et c'est parce qu'il était moindre autrefois que les migrations étaient meilleures. Rappelons-nous les rapports des préfets de 1808 à 1812. Le commencement du mal y est signalé. Certains travailleurs partis pour quel-

ques mois, trop vite et trop agréablement accoutumés au pays où ils sont allés travailler avec l'intention d'en revenir, y restent pour y jouir de leurs gains, insoucieux du pays oublié et parfois du foyer quitté. L'indication de ces débuts du mal nous est donnée au lendemain de la Révolution et du Code, au moment où commence cette centralisation administrative qui tend à une excessive unification. De cette unification centralisée, accélérée par le progrès moderne, découlent toutes les conditions de facilité que nous constatons pour nos migrations intérieures : distances brèves, communications faciles, langue, mœurs, lois, presque uniformes : facilité certes de partir qui est aussi la facilité de ne plus revenir, de rencontrer en chemin l'habitude rapidement prise de vivre dans un pays plus riche, le désir d'une richesse plus facile encore, l'attrait d'un salaire plus élevé et plus rapidement gagné, en un mot l'attirance de la ville.

Les médecins de Paris affirment en général que, d'une famille d'ouvriers ne quittant jamais Paris de toute l'année, il ne survit pas plus de quatre générations. Paris au point de vue de la population, Paris surtout et les grandes villes en général, seraient donc des pertes nettes. Ce serait comme pour un organisme humain des blessures par où s'écoulerait une perte de sang continue. Tout l'art du médecin

tendra à fermer les voies circulatoires conduisant à ces blessures, et cependant il ne peut point arrêter pour cela la circulation générale. Les migrations interrurales étaient une circulation bienfaisante et salubre de la population au commencement du siècle. Mais la centralisation et l'unification quasi mathématiques conçues par cette époque, en facilitant à l'excès cette circulation, en tendant à faire tomber dans toutes les branches de l'activité nationale les barrières et les oppositions de caractère, de mœurs, d'idiomes, de coutumes, prépare, tout à la fois, et très certainement, le développement des richesses et très dangereusement la dépopulation.

Les conditions sont donc depuis un siècle considérablement changées : le danger de dépopulation pour le pays envoyeur devient presque plus grand de campagne française à campagne française, que de campagne étrangère à campagne française. La migration interrurale aura donc aussi besoin d'être protégée et assistée de très près. Les régions du Nord et des environs de Cambrai l'ont bien compris, nous l'avons vu. Entre autres mesures, elles ont tenu à relier leurs émigrants épars par un journal local, les tenant au courant de la vie de leurs pays et continuant à les y intéresser, et par des prêtres de leurs pays connaissant leur degré et leur besoin spécial de religion et les y maintenant. C'est une atmosphère

du lieu natal qui les suit, les enveloppe, ne les lâche point : ils rentrent chez eux sans qu'aucune solution de continuité véritable se soit produite dans leur tradition enracinée.

La migration bretonne n'est pas ainsi tenue et protégée ; aussi un certain nombre de Bretons restent-ils dans leur pays de migration, surtout en Vexin et en Normandie ; ils se fixent volontiers au Havre, soit pour y tenir des débits de boissons, soit lorsqu'ils sont à bout de ressources, ayant épuisé en boissons leurs salaires de l'été, pour y chercher un embarquement, qui équivaut d'ailleurs à la désertion de la Bretagne, puisque le bateau sur lequel ils s'embarquent les ramènera généralement à son point de départ.

Mais, même s'il est certain que la proportion de ceux qui ne rentrent pas au pays doit être minime — car les 300 ou 400 francs qu'ils rapportent servent à payer le loyer et le petit fermage sur lequel vivent la femme et les enfants, — cela tient à ce que les Bretons ont un caractère de race très accentué, et dont n'a pas encore eu raison la machine à uniformiser de notre administration depuis cent ans. Mais l'obligation de l'école primaire, les nécessités de la politique du suffrage universel, la laïcisation progressivement poursuivie — et peut-être d'ici quelque temps le monopole de l'enseignement de l'Etat —

auront tôt fait de vaincre les dernières résistances particularistes d'une race, qui, alors, désertera complètement des régions entières de son sol ingrat et de son climat rude. Et si une organisation protectrice, du genre de celle des Camberlots, ne vient pas prévenir ce danger d'ici là, ce seront encore les migrations temporaires qui seront l'occasion la plus efficace de cette dépopulation.

C'est même cette transformation régulière de la migration temporaire en émigration définitive et en désertion du pays envoyeur, qui fait qu'aujourd'hui, dans nos campagnes, à part les gros mouvements qui ne peuvent passer inaperçus et que nous avons étudiés, nous n'avons pu prendre sur le fait un aussi grand nombre de petits mouvements saisonniers qu'on en notait au début du siècle dernier. Les petites migrations temporaires se perdent comme étant une pauvre minorité dans le flux général d'émigration définitive vers la ville. Et la trace en devient insaisissable d'une façon précise, tant en consultant la notoriété publique qu'en interrogeant les statistiques. On ne peut saisir que les deux extrémités du phénomène : en 1808, nous notions dans le Plateau Central un assez grand nombre de petites migrations temporaires bien groupées et bien précises. En 1912, nous n'en rencontrons plus aucune de bien caractérisée. Mais en revanche, Limoges gagne

3.584 habitants dans un département qui n'en perd que 996. D'où viennent les 3.584 habitants, en cinq ans, dans une ville qui envoie elle-même beaucoup à Paris, et où les familles ne sont pas particulièrement nombreuses, mais plutôt, en tous cas, moins nombreuses que dans les campagnes environnantes? D'où viennent-ils, sinon des départements voisins, c'est-à-dire de tout l'Ouest de ce Plateau Central dont les diverses migrations temporaires d'autrefois se sont fusionnées peu à peu en une émigration principale quasi unanime, vers la ville la plus importante de la région?

En résumé : le pays envoyeur pauvre, dans la migration internationale, a une occasion excellente d'aider ses voisins et d'en rapporter de quoi remédier à sa pauvreté. Mais au moins autant que pour la migration internationale, si la migration interrurale en France n'est pas groupée, organisée, protégée, elle est un danger grave de dépopulation incessante, puisque ceux qu'elle déracine, puis déverse fatalement vers la ville, y sont une perte sèche pour le développement numérique de la nation.

Et même si cette migration ne les déversait pas vers la ville, mais seulement vers la région la plus riche, où ils se fixeraient, déserteurs de leurs pays, c'est encore une perte sèche presque identique,

puisqu'il est prouvé -- pour une série de causes qui sont hors de notre sujet — que ce sont les régions les plus riches — telles par exemple que le Lot-et-Garonne — qui sont les moins prolifiques. Et justement, — et en grande partie par les migrations temporaires, — c'est vers ces régions que les régions pauvres et prolifiques déversent leurs éléments actifs. Et ils y sont perdus aussi bien qu'à la ville, si une organisation ne les retient pas habilement et solidement, par l'intérêt d'une protection utile et efficace aussi bien que par l'ambiance du caractère spécial de leurs traditions.

Il va sans dire — et c'est une observation indispensable — que cette organisation chargée de suivre les émigrants pendant le temps de leur absence, comme un prolongement de leur milieu natal, ne peut émaner que de ce milieu, et exige d'être conforme à ses caractères : notamment le changement de degré de religion étant un des aspects du danger, elle doit soigneusement le prévoir ; les Camberlots n'ont fait en cela que prendre modèle sur les Belges, les Polonais et les Italiens, qui n'avaient pas manqué de s'en rendre compte. Le vote d'une série de lois de protection accordées par le gouvernement aux migrants, outre qu'elle serait impossible, ne remplirait pas du tout le but. Il faut de toute nécessité que cette protection vienne de la même organisation

régionale qui envoie son journal et son prêtre, pour que l'intérêt de sa protection matérielle entraîne l'efficacité de sa protection morale et traditionnelle.

Ainsi protégée par une organisation de son pays, la migration temporaire interrurale est bonne et souhaitable, d'autant plus qu'elle est nécessaire.

Et cela nous amène à notre seconde partie : conclusion sur les effets du phénomène quant aux pays nécessiteux en main-d'œuvre temporaire et demandeurs d'aides saisonniers.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES ET CONCLUSIONS QUANT AUX PAYS DEMANDEURS

Nous employons la même division que précédemment : la main-d'œuvre venue de pays étrangers et la main-d'œuvre nationale venue d'autres provinces françaises.

a) **La main-d'œuvre étrangère**

Nous distinguons trois points de vue : le point de vue économique, le point de vue politique et le point de vue moral.

La première des conclusions qui s'impose, c'est que la venue de la main-d'œuvre étrangère dans le pays demandeur a l'avantage de pallier à ses nécessités urgentes. Mais c'est un avantage encore très illusoire. Il a pour contrepoids infiniment plus lourd : 1° de faciliter l'augmentation de la dépopulation, non seulement — comme nous l'avons vu —

dans le pays envoyeur, mais encore — comme nous allons le voir — dans le pays demandeur ; 2° d'augmenter le danger des crises entre patrons et ouvriers.

La réponse de la commune de Brognon à l'enquête du Congrès de Dijon caractérise, assez bien, et l'état des esprits et la véritable situation de la migration étrangère : on en a besoin, et on craint sa concurrence.

Et d'abord, la migration étrangère ne vient-elle pas concurrencer *avantageusement* la main-d'œuvre locale ? Je veux dire : à salaire égal n'est-elle pas dans une situation meilleure ? Le salaire de l'homme qui travaille a le plus généralement pour but de soutenir, de faire vivre le foyer, de procurer à la femme de quoi nourrir, habiller, instruire, en un mot élever ses enfants. Or, de deux ouvriers, celui dont la femme et les enfants vivent au meilleur compte, à salaire égal a le plus fort bénéfice, donc proportionnellement le plus fort salaire. D'autre part la vie est en principe à moindre prix dans le pays riche que dans le pays pauvre. Automatiquement le gouvernement du pays riche est amené — et c'est son devoir — à demander plus d'impôts à ses nationaux proportionnellement aux dépenses d'améliorations que la richesse publique peut et doit supporter. C'est comme un commerçant qui, à mesure

que son bénéfice augmente, prélève davantage sur ce bénéfice et augmente ses charges d'améliorations, intérieures ou extérieures, aménagements, publicité, personnel, etc. Toutes choses égales d'ailleurs, l'impôt doit donc être plus lourd et la vie plus chère en pays riche qu'en pays pauvre. La famille de l'ouvrier qui, d'un pays moins riche, émigre vers un pays plus riche, — s'il est payé autant que les ouvriers du pays où il va, — est donc payé proportionnellement plus qu'eux, puisque dans son foyer l'élément consommateur de richesse, — sa femme et ses enfants, — est dans des conditions de consommation moins onéreuses que les femmes et enfants des ouvriers du pays où il travaille. D'autre part, il faut ajouter que la vie est moins civilisée et moins consommatrice dans le pays moins riche : à rang social égal, la consommation des familles est plus grande dans un pays plus civilisé, plus prospère, plus riche, que dans les pays pauvres et déshérités et ainsi encore dans ces derniers la charge totale est moindre. D'autre part, lui, le migrateur est dans des conditions plus lucratives que les travailleurs de son pays par rapport aux charges de son foyer (1).

(1) M. J. Bellamy-Brown, dans sa thèse sur la *Protection internationale des travailleurs*, exprime ce point de vue en ces termes : « Venant d'un pays pauvre où la misère l'a habitué à vivre de peu et à limiter autant que possible ses besoins, il (l'étranger) se con-

Il reste la question du voyage et des menues dépenses. En laissant ces menues dépenses comme négligeables, nous pouvons donc penser que, lorsque la différence entre le taux des charges supportées par la famille de l'ouvrier migrateur et le taux des charges supportées par la famille de l'ouvrier du pays d'immigration est supérieure aux frais du voyage du migrateur, celui-ci est, à salaire égal, dans des conditions *avantageuses* vis-à-vis de son camarade indigène.

Ainsi donc, voici un pays A, riche, où le total des impôts et charges d'une famille de 5 enfants est de 7 ; voici un pays B, pauvre, où ce total pour la même famille est de 4 ; l'ouvrier du pays B vient dans le pays A et y gagne le même salaire que l'ouvrier de ce pays ; chacun d'eux y a, déduction faite de ses frais personnels, un bénéfice de 8 sur ce salaire en fin de saison. Le prix du voyage entre A et B est de 1, et le retour n'est pas aux frais de l'émigrateur.

tente d'une nourriture grossière et de logements sordides. » Il y a là quelque exagération sous cette forme générale ; et il y a plus d'exagération encore lorsqu'il ajoute que c'est « une sorte de sweating-system de l'étranger contre lequel on ne saurait trop s'élever ». L'étranger trouve un avantage pécuniaire à venir même à ce salaire relativement faible : c'est encore une charité que l'agriculture française lui fait. Quant à l'ouvrier français, dans l'état actuel des choses, il est regrettable en thèse absolue qu'il soit ainsi concurrencé, mais il est, quant à lui, mal venu à se plaindre d'un appoint qui lui permet de faire vivre sa région et parfois de vivre lui-même en « prenant la place de ses non-nés ». Voir *infra*, page 139.

L'ouvrier du pays A a, en fin de saison, charges de famille et impôts payés, $8 - 7 = 1$ de bénéfice. L'ouvrier du pays B a, en fin de saison, charges de famille et impôts payés : $8 - (4 + 1) = 3$. L'ouvrier du pays B est donc avantagé par rapport à l'ouvrier du pays A de $3 - 1 = 2$. Cet avantage de 2, ce coefficient 2, représente, il est vrai, certains frais supplémentaires, tels que la correspondance ; il représente le contre-poids à la peine morale de l'exil ; il représente enfin et surtout l'équivalent de la majoration de prix que l'étranger subira dans ses frais personnels, ignorant des usages, moins ménager, moins soigneux, moins économe, plus porté aux distractions coûteuses que l'ouvrier du pays, installé, nourri, vêtu, logé, par les soins prudents de sa femme, qui en surplus lui représente par son affection l'équivalent des dérivatifs joyeux que l'étranger ira chercher en les payant.

Ainsi à salaire égal l'ouvrier étranger serait presque avantagé ; aussi accepte-t-il de venir à salaire moindre. D'après les chiffres du Congrès de Dijon, les Polonais de la catégorie 1 viennent, dans l'Est par exemple, à 510 francs par an, alors que presque toutes les communes du pays indiquent pour salaire normal à la même catégorie de travailleurs indigènes 600 francs par an. D'ailleurs cela se conçoit : si, en se contentant d'un salaire moindre, l'ouvrier étranger a un bénéfice presque équivalent à celui de l'indi-

gène touchant un salaire plus élevé, le patron sera porté à prendre l'ouvrier étranger, et l'ouvrier étranger sera tenté de venir faire un gain que de toute façon il ne ferait pas dans son pays. De son côté, à salaire égal le patron, sauf impossibilité d'en trouver, prendrait de préférence le travailleur indigène, et même peut-être à salaire un peu plus élevé, cette différence qu'il préférerait payer représentant les ennuis qu'il ne voudrait pas avoir avec les difficultés de langue, de mœurs, etc.

Alors, nous avons vu les Piémontais et les Espagnols accepter des salaires très au-dessous des salaires normaux du pays où ils viennent. Devant une sérieuse différence, le patron n'hésite plus, et le Piémontais et l'Espagnol, pour ne pas faire un mauvais marché, vivent au minimum : ce que nous appelions tout à l'heure le coefficient 2, au lieu de représenter leur supplément de frais personnels, par rapport à ceux de l'indigène, s'augmente de ce que ces frais sont moindres et de leur différence en moins. L'émigrant y a gagné tout de même. Le patron y a gagné. Seule la terre y a perdu ; l'ouvrier indigène, concurrencé sur son propre sol de façon à se trouver dans une situation désavantageuse, est parti vers la ville. Comment s'en étonner ? Ainsi la migration temporaire a provoqué la dépopulation du pays demandeur

qui l'année suivante devra demander encore plus à l'aide de cette migration (1).

C'est ce qui se produit en Provence et en Camargue. C'est ce qui se produit en Corse, où, sans quitter son pays, l'indigène se laisse aller à un état de paresse et de décadence. C'est ce qui s'est produit tant et si bien dans la Côte-d'Or et dans la Nièvre, que lorsque les Italiens ont cessé d'y venir, il n'y avait plus de bûcherons indigènes, la concurrence étrangère les ayant en peu de temps fait disparaître. C'est ce qui se produit en Ile-de-France et en Normandie et dans les départements circonvoisins, où la présence régulière des Bretons et des Belges est devenue une nécessité si absolue que leur disparition serait une crise irrémédiable pour la France. Cette disparition n'est pas une hypothèse gratuite : le point de vue

(1) Et ainsi est contrebalancé, et au-delà, l'avantage que certains voient à la venue de ces étrangers quant à la population elle-même en songeant qu'ils peuvent se marier et fonder des familles, et, en fin du compte, augmenter la population (V. J. Bellamy-Brown, op. cité, p. 18). Ce serait vrai s'ils ne contribuaient pas par leur venue à l'exode des indigènes. Toutefois dans certains cas on peut penser que cette population en s'établissant doit opportunément « infuser un sang jeune et vivifiant dans les veines du corps social ». Il faut pour cela une pénurie complète de main-d'œuvre agricole dans la région où ils viennent et qu'il n'y ait pour ainsi dire plus d'ouvriers indigènes à chômer. Il faut d'autre part entre les deux pays, demandeur et envoyeur, une sympathie et même une certaine parité de caractère : ainsi des Espagnols venant dans le midi de la France ; ainsi du souhait que nous formons pour conclure en faveur du progrès de l'émigration polonaise.

politique peut nous amener un jour à une telle éventualité.

Une autre circonstance simplement économique peut nous la faire également craindre.

La situation du migrateur vis-à-vis du patron est, nous l'avons dit, ou isolée et en un état d'infériorité qui ne peut durer, ou groupée en un état de défense et de force morale. On ne peut souhaiter la migration isolée, qui ne donne aucun résultat. Mais ne peut-on pas craindre la migration groupée, dont le syndicat est une force ? Notamment avec cette grande force de défense des ouvriers de nos jours — force de défense qui devient une terrible arme d'attaque — je veux dire la grève, imaginons toute la migration belge solidarisée tout d'un coup, se sentant indispensable et exigeant un relèvement de salaire : quelle coalition de propriétaires pourra le refuser ? D'ailleurs ce n'est pas sans raison que nous relevions les doléances par trop apitoyées qu'on nous faisait sur le migrateur italien soi-disant corrompu par le milieu français qui en ferait « sa sentinelle perdue ». On sait trop, — en dehors des questions rurales, certes, mais dans des situations analogues — ce que les grèves d'un port comme Marseille doivent de mauvais esprit à la présence d'éléments italiens. Nous savons assez ce que c'est qu'une grève de Français syndiqués, d'un corps indispensable à la

vie de la nation, comme les postiers et les cheminots, mais qui cependant devant la menace de ruine nationale cèdent, ou céderaient devant la coïncidence d'une menace extérieure; on sait assez cela pour souhaiter ne pas connaître ce que serait la grève d'une armée d'ouvriers étrangers sur le sol français au moment où ils peuvent se savoir nécessaires, et où, étrangers au patriotisme devant lequel cèdent tout de même les syndicats français en cas grave, ils peuvent au contraire persister.

Dans l'état actuel des choses, et d'après les observations que nous avons notées, ce danger n'est pas présentement à craindre ni des Polonais, ni des Espagnols, ni — au moins dans les campagnes — des Italiens; mais des Belges qui ne le craindraient, sachant combien les Flamands sont plutôt portés de sympathie vers l'Allemagne, si la persistance du sentiment religieux protégé par leurs prêtres ne conservait en eux une certaine droiture de bonne foi, et si ces prêtres eux-mêmes, qui les dirigent, ne représentaient la responsabilité supérieure de leur logique catholique et loyale?

Nous n'avons d'ailleurs envisagé ainsi que l'hypothèse la plus grave, quoiqu'elle ne soit pas encore réalisée, de la grève de toute une migration étrangère solidarisée; subsidiairement, il y a lieu de considérer la part de l'ouvrier étranger dans la grève des

ouvriers nationaux. Nous y avons fait allusion pour les grèves marseillaises ; et pourtant il ne semble pas que cette part soit importante dans les grèves rurales : elle les provoque plutôt par les jalousies qu'elle soulève de la part de l'ouvrier indigène qui se plaint de la concurrence. Cette plainte est légitime en principe, comme nous l'avons vu. En fait, il faut cependant considérer, dans l'état actuel des choses, que la venue de l'ouvrier étranger est nécessaire même à l'ouvrier français. La disparition de l'ouvrier étranger dans certaines régions suspendrait la possibilité de certaines cultures dont le travail de l'ouvrier indigène est la conséquence. Supposons la disparition des Belges chargés spécialement de la culture des betteraves : cette culture disparaissant, que d'ouvriers indigènes français employés par exemple à l'industrialisation de cette culture seraient du jour au lendemain sans travail ! C'est donc à tort que l'ouvrier français est tenté de se coaliser contre les migrations temporaires étrangères et même de provoquer des projets de lois contre elles (1). Qu'il aug-

(1) Notamment à la suite des bagarres de Liévin en août 1892 entre Français et Belges de vives protestations s'élevèrent et suscitèrent même des pétitions devant les Parlements. On proposa plusieurs mesures : taxes de séjour supportées par l'employeur, taxes militaires, limitation des ouvriers étrangers dans certaines entreprises. Voir Yves le Febvre : *L'ouvrier étranger et la protection du travail national*, et Paul Larricq^q : *Des mesures législatives proposées pour la protection du travail national*.

mente le taux de natalité de sa famille, mais qu'en attendant il supporte, comme lui étant à lui aussi nécessaire, la migration de ses camarades étrangers. Quoi qu'il en soit, si la part de cet étranger — sauf pour les Espagnols, plus fraternisants avec les populations des pays où ils émigrent — est minime dans les grèves rurales, il en est parfois un peu la cause. Cela est peu de chose cependant auprès de l'hypothèse d'une grève collective de tous les éléments coalisés d'une émigration d'un pays étranger, au moment où ils sont le plus indispensables.

Nous sommes ramenés à envisager le point de vue politique, où, à vrai dire, la proportion de 1/13 de la population, représentant à certaines époques le nombre des étrangers qui se trouvent sur notre sol, n'en demeure pas moins effrayante.

En temps de paix, la masse des ouvriers étrangers est la lie des émeutes et des révolutions, l'élément irresponsable qui vient grossir les manifestations.

En temps de menace de guerre, ce peut être l'espionnage ennemi installé chez nous.

Enfin, pendant la guerre même, soit que notre armée, résistant à la frontière et la franchissant, ait ses réserves dans nos départements du Nord-Est, soit que, battant temporairement en retraite, elle doive faire des marches et contre-marches sur le terrain occupé par cette masse étrangère, que ne

peuvent craindre les services de convois, de ravitaillement, de renseignements, de communications avec Paris ?

Et nous envisagions pire encore lorsque nous imaginions cette masse étrangère — dangereuse sans doute, mais nécessaire, — à supposer une déclaration de guerre au printemps, refusant de venir prendre son travail et mettant notre agriculture dans un désarroi complet. A supposer même une guerre avec l'Allemagne éclatant alors que les travaux sont déjà commencés, tous les Belges un peu attachés à leur foyer ne fuiraient-ils pas, invoquant, pour rompre leurs contrats, le cas de force majeure, la menace ou même le fait de l'invasion allemande dans leur pays, qui se produirait presque inévitablement en dépit de la neutralité ? Il ne convient pas d'insister sur de telles hypothèses : elles devaient pourtant être envisagées (1).

(1) « Ne sont-ce pas là, dit M. J. Bellamy-Brown, des éléments douteux dans l'hypothèse d'une guerre ? Il est permis de se le demander quand on songe au rôle d'espions que les Japonais ont joué en Mandchourie avant la guerre Russo-Japonaise, et à l'envahissement actuel que leurs ouvriers font des îles Hawaï, îles qui leur fourniraient une merveilleuse station stratégique dans le Pacifique.

Remarquons enfin la préoccupation caractéristique de la nouvelle loi allemande sur l'émigration ; elle cherche à diriger les émigrants vers la contrée où leur esprit national demeure intact et leur permet d'être en rapports économiques constants avec l'Empire. Un but si ouvertement avoué laisse réfléchir. » J. Bellamy-Brown, op. cité.

Du point de vue moral, si le migrateur a perdu, si, victime des injustices, il n'a vu que les rangs rouges s'ouvrir pour le recevoir et en faire un révolté internationaliste, ainsi que le craint l'Assistance aux Italiens émigrés, n'oublions pas qu'en venant grossir ses rangs il a augmenté leur force, leur entraînement fatal, leur progrès funeste. Il est évident que, des deux populations en contact, la plus mauvaise, fût-elle en minorité, contaminera l'autre (1) : le mal exerce toujours un attrait et suscite une imitation que le bien ne provoque pas aussi vite ni aussi facilement. L'ouvrier débauché arrivant dans un milieu sain ne sera pas conquis par ce milieu, mais le débauchera. L'ouvrier sain arrivant dans un milieu débauché se débauchera. Peut-être la raison en est-elle que dans les collectivités le mal a une activité d'attaque et le bien seulement une passivité défensive. Et l'alcoolisme, le goût de « la noce », la perversion des instincts économes, l'irrespect de la famille, de la tradition, de la patrie, l'internationalisme, du point de vue moral au point de vue politique, sont une gamme sans solution de continuité, qui sera suivie automatiquement par la contagion. Et non seulement elle sera suivie, mais elle sera accé-

(1) Et les éléments qui viennent, qui s'expatrient de chez eux sont peut-être jusqu'à un certain point plutôt les éléments inférieurs : ceux qui ont le moins réussi dans leur pays.

lérée par la présence d'éléments nouveaux, plus libres loin de leur pays, plus facilement entraînés ou plus insoucieusement entraînants, parce que séparés de tout ce qui les préserve lorsqu'ils sont chez eux, je veux dire l'amour-propre du nom, de l'honneur, de la réputation dans le milieu natal, les souvenirs de leur propre famille, le contact avec la vie présente, l'espoir et le passé de leur propre patrie, l'exemple à offrir à leurs enfants, le bonheur à donner à leurs foyers et à leurs femmes.

Ainsi, au triple point de vue économique, politique, moral, la conclusion est mauvaise. En vain rêverait-on de voir dans ces échanges saisonniers le chemin, le commencement d'immenses mouvements internationaux et comme les prodromes du règne futur que voient les pacifistes utopistes. En vain, car nous l'avons vu, les pays envoyeurs ne souhaitent que la diminution de ces exodes, et ces exodes vont en diminuant déjà pour les Italiens ; et quant à ceux qui se maintiennent, la nécessité d'une protection minutieuse et efficace dénie toute possibilité d'y voir le début d'une fraternité réalisable. Ou l'accoutumance se fait trop bien, et les deux populations en contact y perdent aux points de vue politiques et moraux ; ou l'accoutumance se fait mal, et les travailleurs sur lesquels on comptait manquent au pays qui en attendait

des services, et ce n'est qu'une épave plus inerte qui revient pour mendier peut-être dans son pays.

On ne voit guère l'opportunité, très appréciable, en thèse absolue, de l'ouvrier migrateur que pour des travaux exceptionnels, tels que les grands défrichements. Là, il est normal — il est souhaitable — qu'on ne trouve pas pour les accomplir assez d'indigènes désœuvrés, je veux dire sans métier précis, et qu'on doive rechercher des aides exceptionnels.

Pour tout le reste, la conclusion est pessimiste. La migration étrangère correspond, c'est certain, à une nécessité, urgente même dans certains départements. Elle pare à cette nécessité. Elle permet aux agriculteurs de ce pays de mettre en œuvre leurs moyens et d'atteindre le bénéfice auquel ils tendent. Elle contribue ainsi à la marche de la richesse nationale matérielle, immédiate. Mais c'est un trompe-l'œil. C'est un remède empirique. Elle favorise en réalité, pour le lendemain, l'accélération de tous les dangers, auxquels on se félicitait qu'elle ait pu pallier la veille.

b) La main-d'œuvre nationale

Toujours au point de vue des pays demandeurs, la venue de la main-d'œuvre saisonnière nationale est probablement moins funeste.

Au point de vue économique elle pare aussi avantageusement aux mêmes nécessités, plus avantageusement même. L'ouvrier breton a, à peu de choses près, les mêmes charges que son camarade du Vexin, même quant à sa famille laissée en Bretagne, et il n'a pas vis-à-vis de ce camarade la situation avantageuse que nous avons reconnue à l'étranger venu de nation pauvre. L'unification excessive de la France, que nous avons déplorée d'autre part, établit une approximative égalité de charges entre les familles de l'indigène et du migrateur français : celui-ci a même plus de frais par le fait de son éloignement.

Il ne concurrence donc pas *avantageusement* ; il ne remplace donc pas ; il supplée au manque ; mais il ne risque pas tout à fait, comme l'ouvrier italien en Provence, de contribuer à la disparition de ce qui reste d'ouvriers indigènes.

Au point de vue population, il est donc préférable.

Au point de vue des crises économiques, il l'est aussi.

Sans doute il peut s'affilier aux syndicats révolutionnaires, mais au moins sera-t-il, dans son propre pays, retenu, en cas grave, de provoquer la ruine de la nation, ou de compromettre ses moyens de défense en face de menaces extérieures.

Le même dilemme d'ailleurs se pose : la migration isolée ne rend pas ; la migration groupée peut subir

une direction ou une affiliation funeste. Elle est un noyau de force prolétarienne dangereuse pour la vie économique des pays mêmes qui l'ont demandée, où elle se meut et où elle peut provoquer des crises. Elle est un noyau de forces auxquelles les révolutionnaires n'ont pas encore songé : et quelles forces ! puisqu'elle correspond à quelle nécessité !

Il reste, au point de vue du pays demandeur, comme nous l'avons vu au point de vue du pays envoyeur, que la migration doit être groupée sous une inspiration et une direction saine, traditionaliste et n'ayant pour but autant le plus grand bien de la nation que celui des groupes qu'elle dirige.

Voilà pour le point de vue économique.

Au point de vue politique, le mouvement est peut-être souhaitable. Mais le point de vue politique et le point de vue moral se tiennent encore ici étroitement. Si la migration est mauvaise, elle contaminera ; si elle va dans un mauvais pays, elle sera contaminée.

Toutefois, politiquement, et surtout pour un peuple qui a à faire son éducation politique, un certain sentiment du relativisme et des petits côtés de la politique lui sera peut-être inspiré par la connaissance de gens d'autres régions de son pays dont, sous les mêmes lois, les traditions sont différentes. Une expérience plus équilibrée peut lui rendre un

bon sens plus calme, en dehors des surchauffes d'intérêts, et des passions locales, et des points de vue étroits, que sont les luttes politiques de villages. Un intérêt plus compréhensif de ce qu'est la vie générale de la nation peut venir combattre en lui, par suite de ces migrations périodiques, ce vice de l'intérêt de clocher que développent à outrance les élections du suffrage universel.

Ces avantages, que nous essayons de reconnaître, seraient peut-être surtout vrais pour la jeunesse. Et cela est plus probable encore en nous plaçant au point de vue moral. La migration qui peut stimuler l'esprit, élargir les conceptions du jeune ouvrier de la terre, outre qu'elle agira beaucoup moins sur un homme déjà formé, ne peut être considérée comme normale pour l'homme marié, établi, qui abandonnera son foyer, et qui passera peut-être son temps de migration à chercher à tromper avec d'autres femmes son regret de la femme absente, avec des plaisirs malsains sa nostalgie des plaisirs du foyer.

Toutefois, ici encore, le danger de débauche du pays d'immigration par le passage des migrants est moins grand qu'avec l'étranger. Le Breton même en Beauce, le Camberlot descendant en Ile-de-France, se sentent encore en France. Ils sont encore gardés, quoique à distance, surtout s'ils sont embri-gadés dans une organisation souhaitable. Ils sont retenus par tout ce qui, de trop loin, ne retient plus les

étrangers, tout ce que nous énumérons plus haut : respect humain, honneur, tradition de nom, de famille, dans le milieu natal. Leur séparation de ce milieu ne leur apparaît que très relative, la facilité des communications maintient leur souci de réputation presque comme s'ils étaient chez eux. Et gardant leur tenue, leur personnalité, le respect de soi-même, il est naturel qu'ils ne soient pas, autant que le migrateur étranger, un danger de perversion pour le pays où ils séjournent.

Enfin n'oublions pas que la France d'autrefois connut ces émigrations, et qu'elle n'avait point, au début du siècle dernier, de mauvais résultats à en accuser. Autant est regrettable, aussi bien au point de vue des Italiens par exemple qu'à notre point de vue, un mélange des personnalités des deux races qui n'est guère qu'une perte pour chacune d'elles, autant est souhaitable dans l'intérieur de nos frontières une compénétration des diverses personnalités du caractère français.

De cette compénétration, de ces rapports de camaraderie laborieuse, doit naître une sympathie, un désir plus vif de comprendre les autres pays français, une émulation plus grande pour chaque population de faire prospérer son coin de France. La France ne devrait pas être représentée par l'apoplexie d'une ville comme Paris, dominant, modelant la mentalité de tout le pays et de toutes ses provinces ; mais elle

devrait vivre dans une réciproque éducation de toutes ses contrées les unes par les autres, dans une alternance d'émulation, dont les migrations temporaires — puisqu'elles sont par ailleurs nécessaires et en même temps qu'elles pareraient à la nécessité — seraient les intermédiaires normaux et comme les canaux naturels (1).

Pour résumer nos conclusions :

Les migrations temporaires sont indispensables. On ne voit pas pour le moment la possibilité de s'en passer.

Les migrations étrangères sont en principe mauvaises absolument, et pour leurs pays envoyeurs et pour nos pays demandeurs ; cependant la migration espagnole et surtout la migration polonaise sont les plus souhaitables, et elles croissent ; la migration piémontaise diminue ; la migration belge ne tardera pas à diminuer aussi : il est à souhaiter qu'elle soit remplacée par les Polonais, car elle est à plusieurs égards la plus dangereuse. Les unes et les autres

(1) Le compagnonnage et le tour de France des jeunes ouvriers d'autrefois, qui étaient une forme de migration temporaire, remplissaient parfaitement ce but, pour établir entre les différentes provinces, en même temps que la liberté et tout à la fois le sens de leurs caractères différents, une harmonieuse fraternité de leurs relations.

doivent être groupées, surveillées, soutenues par leurs pays d'origine.

Les migrations interrurales françaises offrent, au sujet du pays envoyeur, le danger — moindre que les migrations étrangères — d'accélérer la dépopulation : c'est une objection sérieuse ; elle tombe cependant en partie devant les organisations qui suivent les émigrés dans leurs mouvements et les maintiennent dans leurs souvenirs de discipline traditionnelle. Au point de vue du pays demandeur, elles sont salutaires. Elles sont malheureusement insuffisantes. Il faudrait imaginer un grand relèvement de la population rurale pour que nous puissions être débarrassés des étrangers : on ne saurait sans illusion se bercer d'ici longtemps d'un tel espoir.

GHAPITRE III

APPENDICE : L'AVENIR DE LA MIGRATION POLONAISE

Devant ce résumé assez noir, une dernière remarque nous sollicite. M. Montenot, au Congrès de Dijon, proposait le groupement des Polonais en village. Il y aurait peut-être là une assez vaste idée à réaliser.

Le peuple polonais — c'est un fait — a peine à cultiver son sol dans la servitude. Les Polonais, d'autre part — de la bourgeoisie aux salariés, de l'étudiant de Paris au tâcheron de Meurthe-et-Moselle, — viennent très volontiers en France. Une sympathie vivace se maintient entre eux et nous. Pourquoi ne favoriserait-on pas, encore plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, leur venue ? Pourquoi ne les aiderait-on pas, en effet, à créer des villages entiers ? Pourquoi même les pouvoirs publics ne soutiendraient-ils pas cette immigration, sorte de colonisation véritable ?

Puisque, par une malheureuse coïncidence, ce sont ces contrées, — l'Est et le Nord-Est de la France en profondeur jusqu'au cœur du pays, — qui ont le plus grand besoin de main-d'œuvre et qui sont en même temps les plus proches de notre menaçante voisine l'Allemagne, — embarrassée, elle, au contraire, d'employer ou d'exporter le trop-plein actif de sa population, — de véritables colonies polonaises assez nombreuses, avec les Bretons pour suppléer aux Belges, seraient peut-être la solution inespérée. Nous aurions là des ouvriers d'une race noble, parents par leurs qualités avec la nôtre, capables de fraterniser avec nos ouvriers, peut-être de se faire naturaliser en grand nombre, plus heureux de travailler pour la richesse d'un pays libre et sympathique que pour la prospérité d'un Empire qui veut faire d'eux des esclaves. Le Polonais est traditionaliste, religieux, chevaleresque. C'est une race toujours forte, puisque ses souffrances et sa servitude même définitive ne l'ont pas encore abattue. Pourquoi n'infuserait-elle pas à notre pays, un peu anémié de luxe et de richesse matérielle, un sang nouveau pour une prochaine rénovation et repopulation de la France, en même temps qu'elle parerait pour l'heure présente à l'une des nécessités les plus cruelles de notre vie économique, et dans les plus heureuses conditions?

Qui sait même si, étant donnée la haine des Polonais contre l'Allemagne, ils ne seraient pas des auxiliaires pour la guerre comme pour la paix, et si nous ne trouverions pas en eux ces contingents de soldats que l'on songe avec hésitation à aller prendre en Algérie ?

En tout cas, le moins que l'on puisse dire est que l'idée de M. Montenot semble juste et très opportune ; et que d'ailleurs, par quelque moyen que ce soit, tous les efforts sont à encourager qui tiendront à favoriser l'augmentation de la migration polonaise : elle est venue vers notre agriculture aux abois comme une grâce providentielle que nous ne devons pas négliger. En dépit de son infériorité numérique vis-à-vis des autres migrations actuellement en pleine activité, elle est la plus intéressante, peut-être la seule qui nous permette un raisonnable espoir pour l'avenir.

VU :

Le Président de la thèse :

A. SOUCHON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

VU :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

L'Assesseur :

L. LIARD.

F. LARNAUDE.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

ALPHABÉTIQUE

I. — Revues et Périodiques

Congrès de la Société d'Economie Sociale sur la dépopulation des campagnes. (Réforme sociale, 1909-1910.)

Dépopulation des campagnes : *Vigouroux*. (Revue Générale de Droit, 1907, tome 31.)

Etat de la dépopulation montagnaise en France : *Fabre*. (Revue internationale de Sociologie, 1909, 17.)

Nécessité de l'Emigration temporaire. Emigration Belge (il y a 10 ans) : *Brandin*. (Bulletin de la Société d'Agriculture.)

Les Polonais : *Hitier*. (Revue d'Economie Politique.)

Rapport de M. Numa Rafflin, enquêteur au Ministère du Travail. (Office du Travail, novembre-décembre 1911.)

Recensements du Ministère de l'Intérieur. (Journal Officiel, 10 janvier 1912, et du 6 janvier 1907.)

II. — Livres et Brochures

L'Agriculture et la Population : *L. de Lavergne*.

Les Classes ouvrières en Europe : *Lavollée*.

Congrès de la Dépopulation des Campagnes de Dijon : février 1911.

- La Dépopulation de la France : *Gonnard*.
La Dépopulation des Campagnes : *Anquetil*.
Enquête agricole décennale du Ministère de l'Agriculture,
1892-1912.
Emigration et immigration au XIX^e siècle : *Maurice Bloch*.
L'émigration rurale en France au XIX^e siècle : *Jobert*.
Enquête sur la situation de la petite propriété rurale en
France : *Imprimerie Nationale*, 1908.
La France criminelle : *Henri Joly*.
L'Immigration en Droit International : *Jeancourt-Gagliani*.
Des mesures législatives proposées pour la protection du tra-
vail national : *Paul Larricq*.
L'ouvrier étranger et la protection du travail national : *Yves*
Lefebvre.
Les Populations agricoles en France : *Baudrillart* (1885-1888-
1893.)
Le Problème agraire et le Socialisme : *Augé-Laribé*.
Le Problème de la Dépopulation : *D^r Bertillon*.
La Propriété paysanne : *A. Souchon*.
La protection internationale des travailleurs et les accidents
du travail : *J. Bellamy-Brown*.
-

BIBLIOGRAPHIE MÉTHODIQUE

PAR MIGRATION

I. — De campagnes françaises à campagnes françaises

Les Bretons :

Baudrillart, op. cité, tome I. Normandie et Bretagne.

Picard : L'ouvrier agricole de Saint-Pol-de-Léon.

Robert : La densité de la population en Bretagne.

Camille Valleaux : op. cité.

Nivernais :

Hitier : La participation des bûcherons aux bénéfices des coupes. Réforme sociale. Congrès cité.

Les Cévenols :

Augé Laribé : Le problème agraire et le socialisme.

Enquête sur la petite propriété rurale, citée.

Baudrillart : op. cité, tome III. Provinces du Midi.

Angot des Rotours : Nos migrations provinciales.

Hier et aujourd'hui. Réforme sociale. Congrès cité.

Les Picards :

H. Demangeon : La Picardie .

J. François : Les Emigrants du nord de la France.
(Action populaire de Reims.)

Les Creusois :

Dufournous : Les effets de l'émigration sur la propriété territoriale dans la Creuse.

Les Basques :

De Valicourt : L'émigrant français et sa condition en Argentine.

II. — De campagnes étrangères à campagnes françaises**Les Belges :**

Hitier : La culture des betteraves dans l'Ile-de-France.

Réforme sociale : Congrès cité.

Max Ringelmann : Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. (Octobre 1910, janvier 1911, juin 1911.)

Blanchard : La Flandre.

Les Suisses :

Max Ringelmann, op. cité.

Les Italiens :

Augé Laribé, op. cité.

Enquête sur la petite propriété rurale, citée.

Max Ringelmann, op. cité.

A. Dosio et T. Vercelli : L'Emigration italienne en Europe. Sa protection, son organisation par l'Assistance des ouvriers Italiens émigrés.

Les Espagnols :

Augé Laribé, op. cité.

Enquête sur la petite propriété rurale, citée.

Réforme sociale, 1909, tome II, Congrès cité.

Les Polonais :

Max Ringelmann, op. cité.

Compte-rendu des travaux de la Société des Agriculteurs de France, tome 41 et 42, 1910-1911.

Numa Rafflin, enquête citée.

Rapport Montenot, Chmicklewska, Germain Martin : Congrès de Dijon, cité.

Lavollée, op. cité.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Le Phénomène des Migrations

CHAPITRE I. — Considérations générales	1
CHAPITRE II. — Les origines	7
CHAPITRE III. — Les causes actuelles	16
CHAPITRE IV. — Les modes principaux de migrations temporaires	25

DEUXIÈME PARTIE

Les Faits

CHAPITRE I. — Les migrations interrurales de cam- pagnes françaises à campagnes françaises . .	31
1° Languedoc vinicole	32
2° Provence et Camargue	40
3° Vallées de la Dordogne, de la Garonne et de la Loire	41
4° La Vienne	42
5° Ile-de-France et départements voisins .	44
6° Départements de l'Est	53

CHAPITRE II. — Appendice aux émigrations des campagnes françaises. Emigration des Français à l'Etranger et Migrations intérieures temporaires autres que les migrations rurales	56
CHAPITRE III. — Migrations temporaires internationales de pays étrangers à campagnes françaises .	61
1° Languedoc vinicole (Aude et Hérault) .	61
2° Provence (Bouches-du-Rhône et Var). .	66
3° Corse.	68
4° Ile-de-France	70
5° Côte-d'Or et départements de l'Est . .	83
6° Flandre et départements du Nord. .	107

TROISIÈME PARTIE

Conséquences et Conclusions

CHAPITRE I. — Quant aux pays envoyeurs	113
a) Pays envoyeurs étrangers	114
b) Pays envoyeurs français	120
CHAPITRE II. — Quant aux pays demandeurs . . .	130
a) La main-d'œuvre étrangère	130
b) La main-d'œuvre nationale	144
CHAPITRE III. — Appendice. — L'avenir de la Migration Polonaise	151

